

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 5 FEVRIER 1970
N° 440, 1,50 F



exclusif



Eldridge Cleaver

**on ne met pas
la révolution
en prison !**

Sommaire

Luttes ouvrières

7. L'Education nationale se vend à la Thomson
Jacques Ferlus
8. Représentativité syndicale
Michel Camouis
9. La grève des Nouvelles Galeries
Gérard Minet

Luttes étudiantes

12. Les I.U.T., ces « fabriques » de techniciens
Albert Rousselles
13. Des anarchistes itinérants
De notre correspondant à Perpignan

Luttes internationales

- 11-12 Entretien avec les Panthères noires.
14. Lettre (presque vraie) de Tchécoslovaquie
15. Impérialismes et sous-impérialismes
Henry Rosengart
16. La fin du mythe social-démocrate
Ystein Noreng

Vie quotidienne

4. La solution de M. Missoffe
Jules Praha
5. La fin des certitudes.
Gérard Féran
6. « Il n'y a pas d'annoncé au numéro que vous avez demandé... »
Rémy Grillault
20. O Printemps !
M. Descolonges

Vie culturelle

17. Livres : Blanqui, technicien de l'insurrection.
André Biélandy
18. Cinéma : de Togliatti à Médée
Jean Morel
19. Théâtre : Entre deux tragiques.
Dominique Nores

politique intérieure

Jean-Jacques au pays des merveilles

Dans le numéro 437 de T.S., Gérard Féran a dit ce qu'il fallait dire de la politique du néo-radicalisme inspirée par Jean-Jacques Servan-Schreiber.

La publication du résumé du Manifeste du parti radical ne dément en rien ses appréciations ; elle ne fait, au contraire, que leur apporter une confirmation éclatante. Tous les poncifs de l'idéologie bourgeoise s'y retrouvent, amplifiés avec une assurance qui prétend faire taire la critique.

Nous vivons dans une période de croissance (pour qui et pour quoi ?) peut-on lire dans ce document « bouleversant ». On s'en serait douté. Déjà il y a une centaine d'années, un certain Karl Marx avait indiqué que l'économie capitaliste ne pouvait pas ne pas accumuler sur une échelle de plus en plus large. Mais, évidemment, tout de suite, J.-J. S.-S. se hâte d'ajouter que l'économie est aveugle, ce qui lui permet de beaux couplets sur la nécessité de soustraire l'homme à la fatalité et de redécouvrir le facteur humain, en esquissant par là l'analyse des ressorts profonds du système.

Après une telle prouesse, nous avons droit à des passages où la prétention le dispute au comique sur la réforme instrument de révolution et la critique du marxisme. Quand on passe ensuite aux choses sérieuses, on lit sans surprise des thèses sur la séparation des pouvoirs politique et économique, sur la réduction des distances sociales qui entraînent depuis des années chez les journalistes bien intentionnés et depuis quelques mois dans les carnets de notes des penseurs de la « nouvelle société ». Chaban-Delmas veut mettre celle-ci en musique, J.-J. S.-S. lui fournit déjà la base de l'orchestration.

Mais le clou, l'affreuse invention qui fait frémir les vieilles barbes du radicalisme d'arrière-grand-papa, c'est la fin du pouvoir privé héréditaire. Le malheur, c'est qu'à y regarder de près cette réforme « révolutionnaire » n'en est pas une puisqu'elle ne fait que codifier les règles de cooptation des fonctionnaires du capital. D'ailleurs J.-J. S.-S. nous prévient : il est contre l'avilissement de l'autorité. Rien de nouveau sous le soleil. □

Meeting à Rennes

Le meeting du 29 janvier dernier organisé à Rennes par le P.S.U. et la Ligue communiste sur la répression dans l'armée a connu un très grand succès. 3.500 personnes ont pu écouter les orateurs, parmi lesquels Michel Rocard et Alain Krivine, sans que les perturbateurs d'extrême droite puissent rien tenter de sérieux contre un service d'ordre vigilant. A la sortie, toutes les provocations furent également déjouées et c'est dans l'enthousiasme général que put se terminer la soirée.

Ce premier succès est également un premier pas dans une série d'actions qui auront pour but de mettre en lumière les structures répressives qui enserrant l'armée et visent à faire des jeunes appelés des sujets obéissants, dépolitisés. Les libertés politiques les plus élémentaires doivent être respectées dans les forces militaires. Le 6 février devant le tribunal des forces armées qui doit juger les soldats Devaux, Trouilleux et Hervé, Michel Rocard redira avec force que les jeunes soldats ne peuvent pas et ne doivent pas être traités comme des mineurs sans droits. □

- Contre la répression dans les prisons
- Pour la liberté d'expression politique
- Pour le soutien du mouvement étudiant au Mexique

MEETING DE SOLIDARITÉ AU PEUPLE MEXICAIN EN LUTTE

Mercredi 11 février à 20 h 30
à la Mutualité - Salle B

COMITE INTERNATIONAL DE SOUTIEN AU PEUPLE MEXICAIN
EN LUTTE, DONT UNEF, PSU, ROUGE, AMR.

vie militante

● Communiqué

« Lutte Ouvrière » et les fédérations du P.S.U. de la région parisienne ont engagé une campagne de dénonciation du scandale des transports de Paris et de banlieue. « L'Etat ne nous transporte pas, il nous roule », tel est le thème que l'on peut lire sur les tracts ou entendre développer lors des interventions des militants dans les métros et dans les gares.

Sous prétexte de « rentabiliser » les transports en commun, l'Etat augmente les tarifs. Les Pouvoirs publics savent nous faire payer mais ne nous donnent rien en échange. Loin de s'améliorer, les conditions de confort, de rapidité, de régularité se détériorent. A toutes ces raisons s'ajoute l'éloignement de plus en plus grand du lieu de domicile de celui du travail : la construction actuelle ayant comme seule loi le profit, personne ne se préoccupe d'associer logement et emploi nouveau.

Le gouvernement veut faire payer aux employés de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. (compression de personnel par exemple) et aux travailleurs usagers, la rentabilisation des transports en commun qui devraient et pourraient être gratuits. Les patrons doivent payer.

La hausse des tarifs de la R.A.T.P. (carnet à 3,70 F en 1967, 7 F aujourd'hui, 8 F en juillet) a renforcé cette campagne qui s'est traduite ce matin par des interventions aux gares de Lyon, d'Austerlitz, du Nord, de l'Est... aux stations de métro Réaumur, Denfert, Nation, Place d'Italie, République... et sur les lignes de banlieue.

Devant l'adhésion spontanée de la grande majorité des usagers, le gouvernement a fait donner sa police.

« L.O. » et le P.S.U. dénoncent cette intervention parfois brutale, l'interpellation de militants, de sympathisants et même d'usagers mécontents, ainsi que le maintien de certaines arrestations.

Non seulement l'Etat ne nous transporte pas, il nous roule, mais quand nous protestons il nous embarque. Cependant il n'étouffera ni le scandale ni le mécontentement général, la campagne est à son début, elle se traduira notamment par un grand meeting de protestation le 20 février à la Mutualité.
(2 février 1970.)

Meeting

● Meeting à Levallois-Perret le vendredi 13 février à 20 h 45, au palais des sports de Levallois, avec la participation de H. Leclerc, membre du B.N. Meeting où sont invités des représentants de **Lutte ouvrière**, de **Rouge** et du Comité d'action de Levallois. « Les travailleurs accusent. »

Tanguy-Prigent

● Madame Tanguy-Prigent et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie douloureuse qui leur furent données et affluent encore, vous prient de croire à leur profonde gratitude pour votre fidélité, à la personne et à l'action de Tanguy-Prigent.



Elie Kagan

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADemoiselle, PARIS-15^e

L'aménagement de l'Université

Robert Chapuis

M. Guichard poursuit lentement mais sûrement sa politique d'aménagement du territoire universitaire. Il lui faut, d'abord, dégager le terrain, c'est-à-dire redonner à la bourgeoisie un rapport de forces favorable non seulement à l'extérieur, mais à l'intérieur même de l'Université. C'est la remise en ordre, c'est-à-dire la mise au pas des lycéens, des étudiants et des enseignants de tous ordres. Regardez les professeurs de lycées. N'y en a-t-il pas parmi eux qui se mêlent de vouloir mettre leurs actes — pédagogiques et politiques — en conformité avec leurs paroles ? On leur permettait d'avoir des « opinions » de gauche, on leur donnait à sucer l'os à moelle de la fonction publique, pour qu'ils restent bien sages et montent tranquillement la garde devant les enfants. Ne voilà-t-il pas que certains en profitent et vont dire tout haut ce qu'ils pensent ! Qu'on les chasse, qu'on les mute ou qu'on les suspende ! A défaut des grandes charrettes que réclament MM. Boscher ou Fanton, les exécutions individuelles vont bon train : à Paris, à Reims, à Péronne, à Thionville, à Voiron. On ne s'embarrasse guère de juridisme ; on confond les mesures administratives et les sanctions ; on soutient la délation ; on pratique l'amalgame. Il y a dix ans l'affaire Mayoux, cet inspecteur d'académie qui signait le manifeste des 121, paraissait insupportable ; il y a cinq ans, l'affaire Augé-Orcié, simple mutation, mobilisait toute la F.E.N. Aujourd'hui, les affaires sont trop nombreuses pour qu'on leur donne un nom : c'est la répression.

Dans cette tâche où l'on frappe les lycéens au nom de la pédagogie et les enseignants au nom de la laïcité, le pouvoir dispose d'armes sérieuses :

● La passivité de l'opinion, du moins pour le moment : on s'habitue à tout ; la matraque remplace le bilboquet sur les boulevards et à la sortie des écoles ;

● Le zèle de la police et de l'administration : il se produit un curieux transfert ; la police n'obéit plus aux autorités habituelles mais à l'administration universitaire. Chefs d'établissements, doyens, recteurs sont devenus de petits préfets qui peuvent requérir à leur gré le concours de la police selon leur humeur ou leur appréciation du chahut du jour. Autre transfert : dans les lycées, les conseils de discipline — naguère présentés

comme des instruments pédagogiques ! — sont devenus des tribunaux militaires où le huis clos est de rigueur. On exécute en famille. C'est la loi du bon plaisir, selon les intérêts du prince qui sait manier l'eau et le feu au gré des événements ;

● Le renouveau du fascisme : le pouvoir sait que l'opinion n'aime pas spontanément la matraque ; il faut donc que la violence d'extrême droite se déchaîne pour pouvoir réprimer plus librement les activités de l'extrême gauche contrainte de se défendre violemment. En Allemagne et en Italie, ces procédés ont fait leurs preuves ;

● Les provocations « spontanéistes » : il y a mieux encore pour aider le pouvoir à se justifier, il y a l'action d'individus ou de groupes qui se réfèrent au socialisme dans leurs tracts, mais se conduisent en « mercenaires » dans leurs actes. Ceux qui, à Nanterre, ont commis contre Paul Ricœur une agression ignoble et injustifiable ont bien servi les intérêts de la bourgeoisie ; par la même occasion ils ont aidé ceux qui, au P.C.F., ont besoin de retrouver bonne conscience devant le silence du parti à l'égard de la répression dans l'Université, l'armée et partout ailleurs. La violence individuelle ne saurait tenir lieu de la violence collective qu'exige le combat révolutionnaire et qui requiert l'organisation politique. En le donnant à croire, on ne se fait pas révolutionnaire, mais contre-révolutionnaire. Au surplus aucun militant socialiste ne saurait admettre le mépris ou la dérision à l'égard d'hommes comme Ricœur : sans doute son combat contre le capitalisme repose-t-il davantage sur un jugement moral que sur une analyse politique, d'où certaines de ses erreurs, mais le socialisme a et aura aussi besoin d'hommes de cette nature.

Dans l'Université, les militants socialistes vont avoir à mener des luttes difficiles dans les temps à venir : il leur faudra s'unir pour faire face à l'offensive de la bourgeoisie qui veut resserrer son contrôle sur le système de formation.

Ce contrôle lui est en effet plus que jamais indispensable. La répression n'est qu'un moyen. L'objectif de M. Guichard, la raison d'être de la remise au travail chère à M. Pompidou, c'est l'installation plus confortable des intérêts capitalistes. Il s'agit — là comme ailleurs — de donner aux entre-

prises les plus dynamiques les moyens de leur développement. Il faut unir, pour faire la nouvelle société, les efforts de l'Etat et ceux du secteur privé : après les autoroutes, c'est le tour de l'Université.

A cette fin, on laissera mourir dans leur autocontestation les départements ou les facultés dont la rentabilité est la moins grande ; on tentera de constituer les nouvelles universités, sous le paravent de la pluridisciplinarité, en fonction de nouveaux critères d'homogénéité : économiques quand on le pourra (ainsi avec les universités de technologie, les universités médicales, etc.), politiques quand il le faudra (les universités à majorité réactionnaire recevront l'argent des entreprises qui souhaitent leur développement ; les autres n'auront qu'à se mettre en grève pour obtenir au bout de six mois les miettes d'un collectif budgétaire). Le temps réglera les choses : on verra s'épanouir les universités de droite et dépérir celles de gauche ! C'est la concurrence, telle que le néo-capitalisme la comprend. Dans le secret des provinces, les affaires avancent plus vite qu'à Paris. Telle université de technologie servira à regrouper divers enseignements au profit d'une entreprise (Clermont, Montpellier) ou d'un groupe d'entreprises dynamiques (Besançon, Grenoble). Telle faculté des sciences voit déjà 60 % de son budget dépendre de contrats avec l'industrie privée. Telle U.E.R. de langues dépend des fournitures d'I.B.M. On pourrait voir se développer des pratiques analogues à propos de l'enseignement technique. C'est ainsi que se reconstruit peu à peu aujourd'hui l'Université bourgeoise après l'ébranlement de Mai 68.

Pour nous, lutter contre la répression et contre la restructuration de l'Université bourgeoise fait partie du même combat. La remise en ordre sert à couvrir et à faciliter la remise de l'Université aux mains du capitalisme moderne qui ne peut se permettre, dans la crise actuelle de ses structures et de son mode de production, de laisser dévier ou échapper le système d'enseignement. Pour les militants socialistes, la perspective est donc claire : il faut unir les luttes universitaires aux luttes ouvrières et paysannes ; contre le contrôle de la bourgeoisie, il faut imposer le contrôle des travailleurs sur l'Université. Pour que ce soit la réalité de demain, ce doit être notre combat d'aujourd'hui. □

La solution de M. Missoffe

Jules Praha

« La jeunesse de 1970, comme celle de 1920, a besoin de mettre sa générosité et son dynamisme au service d'un idéal qui la dépasse ». « L'avenir est dans une société nouvelle fondée sur la liberté, sur la responsabilité et sur la justice. » (Les jeunes U.D.R. du 13^e arrondissement de Paris.)

Alors M. Missoffe a proposé la création d'un service civique national : « Un effectif de 15.000 à 20.000 recrues pourrait raisonna-

ge. La force militaire réside essentiellement dans l'industrie d'armement et la recherche scientifique qui s'y rapporte, qu'il s'agisse d'études sur l'atome, le téléguidage de fusées, la recherche de matériaux spéciaux, etc.

Le rôle militaire du contingent se réduit. En fait, l'armée est déjà une armée de métier. La « défense opérationnelle du territoire » de M. Debré n'est qu'une manière de

porter à l'Etat certaines charges « improductives ». La menace qui pèse actuellement sur les écoles maternelles — remplacement des classes par des garderies — est de la même veine : certaines dépenses sont trop lourdes à supporter pour l'Etat. Un service civique, pour les filles et les garçons, permettrait d'assurer, au coût minimum (pas de formation, réservoir fluctuant mais assuré), ces fonctions improductives.

— Que représente pour le capitalisme une masse de jeunes, plus ou moins qualifiés, qui seront placés par l'Etat, selon ses besoins ?

— Un service civique pour quoi faire ? Quel en serait le contenu ?

— Quel sera l'encadrement ? Actuellement les « classes » sont assurées par les appelés. Il est évident qu'un service civique (ainsi qu'un service militaire réduit à peu de mois) devrait être encadré par des engagés dans l'armée. Chacun sait que les C.R.S. se recrutent dans les pays de chômeurs, il ne peut qu'en être de même des engagés. Chacun sait également que les C.R.S. et les engagés ont besoin de justifier leur position et deviennent les plus sûrs gardiens de l'ordre.

Cela nous pose un problème supplémentaire : en période d'extrême tension sociale et politique, l'armée et le contingent peuvent jouer un rôle important. L'encadrement du contingent par des engagés se révèle donc extrêmement dangereux pour nous.

C'est la raison pour laquelle nous devons nous méfier de tout élan politique qui nous ferait mener une campagne sur le service militaire et le rôle de l'armée, ayant que nous nous soyons demandé :

— Quel est le rôle du contingent actuellement dans l'économie capitaliste ? En fonction des impératifs du capitalisme avancé, ce rôle n'est-il pas en train d'évoluer ? Le service civique féminin qui représente un progrès aux yeux de certains n'est-il pas un besoin du capitalisme ?

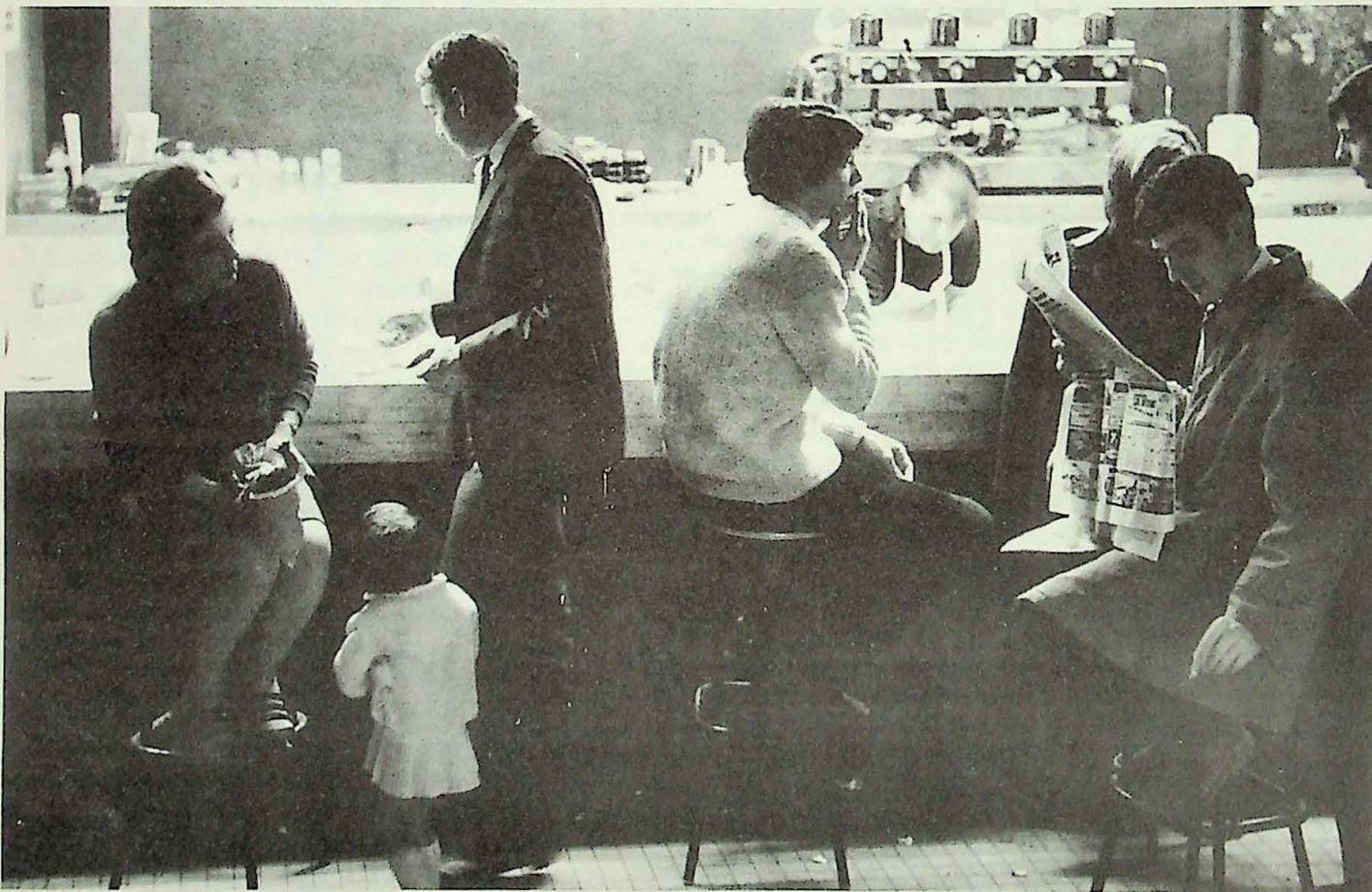
— Qu'est-ce qu'un service militaire en société socialiste ?

Nous n'avons pas pour but une amélioration du service militaire, de même que nous n'avons pas pour but une amélioration de la vie dans l'entreprise. Les revendications que nous posons doivent enrayer la machine dans son fonctionnement même et préfigurer les structures que nous voulons.

Nous réclamons la liberté d'expression dans l'armée, mais nous en définissons les premiers cadres : la lecture de tous les journaux ; les seconds devant être, peut-être, la liberté de réunion.

Quant au service civique, nous refusons de le considérer comme un progrès, tant que le contenu n'en aura pas été précisé.

Nous refusons de prendre des responsabilités volontaires dans la construction du capitalisme. La « collectivité nationale » de MM. Debré et Missoffe ne sera pas la nôtre. □



Collombert

blement être affecté, dans le cadre du service civique, à des tâches d'animation socio-culturelle, à des actions de développement et d'aménagement du territoire, à des interventions d'aide sociale et de secours d'urgence. »

Dans le même temps, des directeurs de M.J.C. sont débauchés, M. Michelet estime que la culture doit être pauvre, et puis M. Marcellin a besoin de placer ses C.R.S. ailleurs que sur les routes à surveiller les automobilistes.

On sait que les armes sont de plus en plus complexes et évoluent rapidement. Le dernier gadget est la mini-bombe H, mise à feu par un rayon laser : une bombe de 10 mégatonnes, explosant à 10 kilomètres au large d'une côte, provoquera une vague de deux cents mètres de haut sur le riva-

camoufler le rôle réel du contingent : modeler des individus, les entraîner dans une fraternité factice, dans une égalité qui semblent d'autant plus réelles que les femmes en sont exclues, et que par rapport au monde extérieur — que les femmes symbolisent — les hommes se retrouvent tous frustrés, et donc égaux.

Certes, un service civique doit servir à renforcer le contrôle de la bourgeoisie sur les jeunes, et en particulier les jeunes travailleurs, mais il répond également à la demande du capitalisme « avancé », qui a besoin d'un volant de main-d'œuvre à bon marché et donc apte à effectuer n'importe quelle tâche sans qualification. Le service civique serait une manière pour le capitalisme avancé de faire sup-

Le plan du C.N.P.F. (Centre national du patronat français) est clair à cet égard et nous devons nous persuader que la masse d'emploi que représente le contingent a une importance économique.

Dans l'état actuel, il semble certain que le capitalisme « avancé » a intérêt à réduire la durée du service militaire. Le plan du C.N.P.F. nous éclaire également sur cela : l'Etat français doit accueillir les travailleurs immigrés à bras ouverts, parce qu'ils représentent justement une masse d'emploi malléable, beaucoup plus malléable même qu'un contingent réduit ou augmenté selon les besoins.

Méfions-nous de la mystification : un service civique, même s'il semble représenter un progrès, pose plusieurs problèmes. Nous ne devons pas en être dupes :

La fin des certitudes

Gérard Féran

Quatre ans après la fin d'un concile qui aurait dû marquer le renouvellement de l'Eglise catholique sans trop de risques pour son unité interne, celle-ci apparaît aujourd'hui profondément divisée, voire au bord de l'éclatement.

Or l'élément le plus frappant de cette évolution, c'est que les secteurs où s'opère la remise en question radicale de la nature de l'institution ecclésiastique et, au-delà de la religion elle-même ne sont plus les mêmes. Ce ne sont plus des marginaux, qu'ils soient prêtres ou laïcs, qui s'opposent à un corps social fortement cohérent et structuré du haut duquel une hiérarchie toute-puissante prononce ses ukases ; la condamnation des prêtres ouvriers, les mises au pas des mouvements de jeunesse catholiques accusés de s'être trop aventurés dans le domaine politique laissent aujourd'hui la place à une crise qui affecte le cœur même de l'institution : le clergé, prêtres et même évêques.

L'opposition entre l'Eglise hollandaise (épiscopat compris) et Rome à propos du célibat des prêtres, la remise en cause du statut clérical par les prêtres eux-mêmes qui se sont pour la première fois organisés en dehors du système ecclésiastique, tel le groupe français « Echange et Dialogue », la condamnation de personnalités qui occupaient des responsabilités importantes dans l'Eglise, comme le prier de Bocquen ou de Mgr Illich, la radicalisation des clivages politiques parmi les catholiques qui vont jusqu'à la violence physique (cf. molestage du père Oraison par des éléments d'extrême droite) sont autant d'événements qui attestent que c'est le cœur même du système qui est atteint et non plus seulement sa périphérie.

La fin de l'humanisme

Certains voient la cause de cette déstructuration dans le refus de l'administration romaine de mettre en pratique les institutions et les décisions du concile.

En réalité, la situation actuelle du catholicisme n'a pas été atteinte malgré le concile mais à cause de lui : la problématique fondamentale de Vatican II était en effet celle de « l'adaptation » au « monde » d'une Eglise figée dans sa pratique comme dans sa théorie. L'objectif conciliaire était donc double : sur le plan théorique, renouer avec l'humanisme, sur le plan pratique, opérer « l'aggiornamento », c'est-à-dire adapter l'Eglise au monde dans ses structures et son langage. Le texte fameux sur « l'Eglise dans le monde de ce temps » était, à cet égard, parfaitement clair. Commencé sur une profession de foi humaniste, « rien de ce qui est humain ne nous est étranger », il aboutissait dans les conclusions à la théorie de la « gestion chrétienne de l'ordre temporel », fondée sur le respect et la promotion de « valeurs » humanochrétiennes, comme la paix, la justice, la solidarité, la liberté, etc. Considérée comme révolutionnaire à l'époque, cette problématique des rapports Eglise-monde marquait pourtant l'achèvement et non le début d'une période, car, au moment où le catholicisme reprenait à son compte l'humanisme, celui-ci était déjà entré en agonie depuis quelque temps, rejeté tout à la fois par un système social qui avait besoin d'une idéologie plus efficace et par le renouveau des forces révolutionnaires qui montraient son abstraction et ses contradictions.

C'est donc le concile lui-même qui, en accélérant le processus de « sécularisation » et de sortie du système ecclésiastique, devait arriver à former des chrétiens qui remettent aujourd'hui en question ses justifications théologiques et leurs conséquences politiques.

Dans la logique de « l'engagement dans le monde » les chrétiens devaient

en effet découvrir que leur foi n'était pas opératoire politiquement : les théories de la « gestion chrétienne de l'ordre temporel », de la « défense sociale de l'Eglise », de « l'action catholique », conçue comme la réalisation d'un projet politique chrétien, devenaient caduques, tant au niveau de l'analyse de la réalité qu'à celui de l'action politique. Dans le même temps, le rôle directement politique de l'Eglise leur apparaissait plus évident, tant celui de ses bastions les plus conservateurs justifiait l'ordre social établi que de façon plus subtile la problématique réformatrice et intégratrice des secteurs théoriquement les plus progressistes du catholicisme.

Du réformisme à la critique du capitalisme

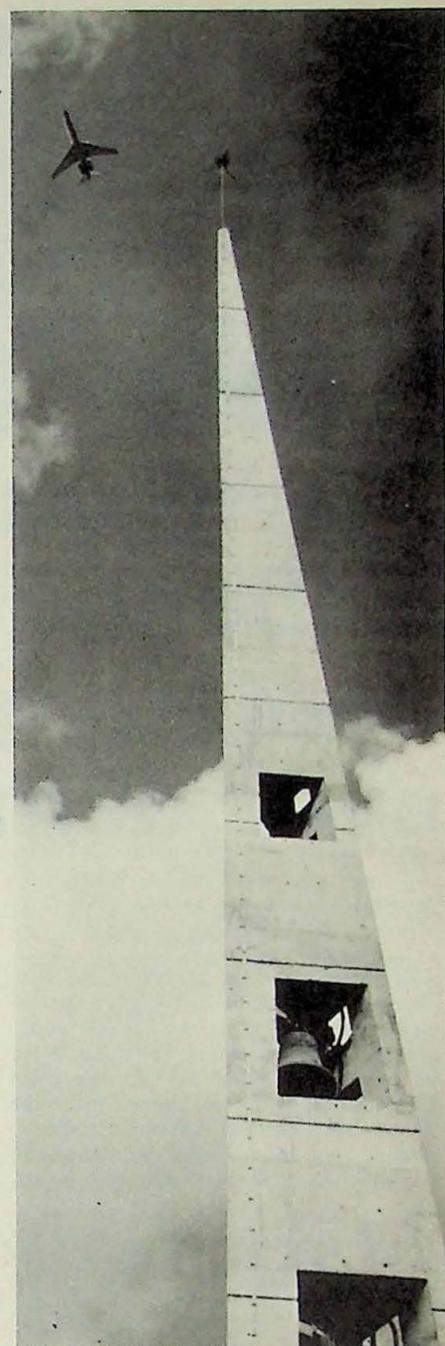
Nous prendrons quelques exemples de cette évolution qui affecte essentiellement en France les secteurs de l'agriculture et de l'Université. Ainsi, dans la présentation des rapports de son dernier conseil national, le M.R.J.C. (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne) analysait politiquement l'action menée par ses prédécesseurs de la J.A.C. (Jeunesse agricole chrétienne). Alors que les dirigeants de ce mouvement, dont l'importance a été considérable dans l'évolution du syndicalisme agricole (création du C.N.J.A., accession de Michel Debatisse, ancien secrétaire général de la J.A.C., à la présidence de la F.N.S.E.A.), étaient partisans d'une adaptation et d'une réforme de l'agriculture, on voit aujourd'hui le M.R.J.C. se demander si la J.A.C. n'a pas été « un facteur d'intégration du monde rural à la société industrielle et au système capitaliste ». La conclusion du rapport de 1969, pour imparfaite qu'elle soit, montre néanmoins l'ampleur de l'évolution accomplie puisqu'elle constate : « Le système économique, les structures sociales et politiques secrètent la domination et l'injustice quelles que soient les intentions des hommes qui le font fonctionner.

Ce qui manque à notre économie et à notre société ce n'est ni le savoir ni les moyens, mais c'est un projet et une finalité. C'est donc le système capitaliste qui est à changer. »

Cette évolution est cependant loin d'être acceptée par tous. A cet égard, il serait intéressant de faire une analyse précise de l'attitude actuelle des mouvements catholiques ouvriers (J.O.C., A.C.O., etc.) : ceux-ci, en effet, tout en radicalisant leur vocabulaire et en n'hésitant plus à reconnaître l'existence de la lutte de classes, maintiennent dans les faits la théorie d'un parallélisme entre les différentes classes sociales, rebaptisées « milieux » pour la circonstance. L'exploitation devient dès lors un phénomène abstrait puisqu'il n'y a plus réellement un système social qui l'engendre mais simplement des « pauvres » et des « riches ». L'analyse politique fait place à un populisme qui, pour être sympathique, n'en est pas moins inefficace et permet à l'Eglise de continuer à justifier le « statu quo » social.

Une Eglise qui n'a plus rien à dire ?

Quant à la crise actuelle qui affecte les prêtres et les évêques, elle n'est pas d'une nature différente des pro-



Collombert

blèmes que nous venons d'exposer, même si elle fait plus de bruit.

Mais elle touche des hommes qui, ayant toujours vécu à l'intérieur du système ecclésiastique, ne possèdent plus aujourd'hui les justifications nécessaires à la cohérence de leur statut : la remise en cause du célibat des prêtres, leur engagement politique n'ont fondamentalement rien de progressiste. Les laïcs chrétiens qui vivent une expérience sexuelle et qui ont une pratique politique savent, eux, que le problème fondamental n'est pas de savoir si l'Eglise, comme système juridico-social, « s'adaptera » au monde mais si le christianisme a encore quelque chose à dire à l'expérience humaine d'aujourd'hui.

L'insignifiance du capitalisme occidental, obligé à réfuter tour à tour ses idéologies les plus élaborées, pour les remplacer par le mythe unique de l'expansion, entraîne une crise de tous les secteurs où s'élabore une représentation du monde. Pour s'être identifiée à lui, l'Eglise catholique est aujourd'hui touchée par cette même insignifiance : sa religion est en train de mourir au même titre que la culture distribuée par nos universités. L'Eglise institutionnelle n'a aujourd'hui plus rien à dire et elle ne parle plus que pour condamner ceux qui essaient d'inventer un nouveau langage, langage qui pourrait bien être celui annoncé il y a vingt-cinq ans par le théologien allemand Bonhöffer... Celui d'un christianisme « areligieux ». □

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

PAQUES

22 Mars - 4 Avril

LES MONTS DES GEANTS
(1.100 - 1.600 m)

2 télésièges - 6 téléskis
1 patinoire

COURS DE SKI GRATUITS
(4 h. par jour)

en AVION : 1 h. 30 de vol

PRIX PARIS-PARIS

Hôtel Windsor F **595**

Hôtel Savoy F **650**

REDUCTIONS

40 % enfants de 2 à 4 ans
25 % enfants de 4 à 10 ans

Prix comprenant : voyage avion PARIS/ PARIS - Logement en chambres à 2 lits - Pension complète - Transferts en autocar de Prague à la station - Séjour d'une journée à PRAGUE avec visite de la ville.

Prochains départs : Février, Mars - Pâques

VOYAGES OPÉRA-LAFAYETTE

26, rue Lafayette - PARIS (9^e)
Tél. : PRO. 17-69 - Lic. 487 A



Collombert

« Il n'y a pas d'abonné au numéro que vous avez demandé... »

Rémy Grillault

La gravité de la situation du téléphone en France a fait l'objet récemment de commentaires aussi abondants que divers dans l'analyse. Pour les uns tout va mal du fait que c'est l'Etat qui gère le téléphone, pour les autres ce sont les moyens de financement qui ont manqué, le téléphone n'ayant pas été suffisamment prioritaire.

A l'heure où M. Galley, le ministre des P.T.T. actuel, s'ingénie comme son émule M. Chalandon pour les travaux publics, à trouver « un financement privé » pour le téléphone, il est bon de rappeler que la crise du téléphone en France n'est pas liée seulement à une question de financement. C'est aussi un problème de prévision, et c'est aussi un problème d'organisation. Autrement dit c'est bien essentiellement un problème politique...

Un problème de prévision ?

O combien ! Il suffit de prendre conscience de l'extrême indigence de toute prévision dans ce que fut le V^e Plan pour ce secteur. Les carences en ce domaine furent multiples. L'Administration des P.T.T. d'abord, qui n'a fait aucune étude sérieuse et probante sur les besoins et sur la rentabilité des investissements. Le rapport du V^e Plan l'avoue naïvement... « Les études économiques concernant la rentabilité des investissements au sein des P.T.T. n'ont été pour l'instant qu'ébauchées... » On se contentait d'affirmer que les investissements étaient globalement rentables.

Derrière ce bouclier du « globalement », on pouvait se permettre de passer des commandes de matériel dont on savait qu'il serait très rapidement périmé et donc non rentabilisé, comme des équipements de centraux manuels. Evidemment si ce n'était pas rentable pour les P.T.T., ce l'était à coup sûr pour les fournisseurs de ces matériels.

Les carences, on les trouve aussi au niveau du pouvoir politique, M. Giscard d'Estaing en tête, qui trouvait en 1963 « que le téléphone marchait suffisamment bien en France,

pour ne nécessiter aucune priorité », le commissariat au Plan également qui n'a pas fait son métier de prévision malgré une étude sérieuse de l'I.N.S.E.E.

Mais le plus inquiétant c'est que ce vide de la prévision, en matière de télécommunications, n'est pas encore comblé. Il faudrait un appareil très puissant d'analyse économique pour éviter que dans cette technologie difficile les erreurs et les mauvais choix ne se paient très cher, comme pour les centrales électriques nucléaires. A la croisée des chemins où nous sommes, faut-il miser sur les centraux électroniques en étude depuis plusieurs années, sur les satellites et sur le laser, ou faut-il au contraire équiper la France d'un matériel plus classique qui a fait ses preuves mais qui sera un jour périmé ?

Pour faire de tels choix, il faudrait être surtout affranchi de toute pression de la part des industriels et des financiers préoccupés, eux, de leurs profits immédiats. Malheureusement on ne prend pas le chemin de cet affranchissement. C'est même le contraire qui va se passer avec les choix du gouvernement sur le financement privé...

Un problème de financement ?

Bien sûr, il n'est pas question pour nous de nier l'insuffisance chronique de ressources qui a frappé les P.T.T. Mais il faut dire que cette insuffisance a été voulue par nos responsables politiques. L'Administration des P.T.T. a souvent fait appel à l'emprunt obligatoire pour ses investissements. Cet emprunt s'est toujours placé à 90 % au moins par les bureaux P.T.T. Mais le montant en a été chichement limité par les ministres des Finances. Il y a quelques années encore un de ceux-ci (le même qu'aujourd'hui) ordonnait de clore l'emprunt 36 heures après son émission de crainte qu'il n'ait trop de succès ! Et que dire de ce refus constant d'affecter aux besoins du téléphone ne serait-ce qu'une faible partie des fonds énormes des chèques postaux. Comme de refuser avec la même constance de rémunérer norma-

Le PSU s'organise aux P.T.T.

En rassemblant les travailleurs des P.T.T. de Paris le 10 janvier 1970, les groupes P.S.U.-P.T.T. (Combats P.T.T.) s'assignaient un double but :

- clarifier par la confrontation l'attitude des militants dans les rapports syndicats-partis ;
- amorcer une réflexion dont le terme doit permettre de définir la position du parti sur l'entreprise P.T.T. et son rôle en économie socialiste.

Les résultats de la rencontre du 10 janvier sont encourageants de plusieurs points de vue :

- très large participation de travailleurs P.T.T. de diverses branches : postiers, techniciens des télécommunications, employés des chèques postaux et du téléphone, cadres ;
- grande diversité d'appartenance syndicale : les trois centrales ouvrières C.G.T., C.F.D.T., F.O., étaient représentées ;
- débat ouvert, passionné même au point que malgré l'heure tardive de fin de réunion, personne ne quittait la salle.

Après un premier exposé sur les problèmes P.T.T., télécommunications notamment, dont un article reproduit dans ce journal les grandes lignes, Manuel Bridier montrait à partir de la politique du logement, comment le pouvoir politique en place était l'expression du capitalisme le plus oppresseur. Logements, P.T.T., autoroutes, l'orientation reste toujours celle d'une mainmise privée de plus en plus grande sur le secteur public.

Michel Rocard introduit ensuite le débat sur la situation des luttes et les rapports entre organisations ouvrières. Le contrat E.D.F.-G.D.F. prend une large place tant par son contenu que par les modifications que la pratique d'une politique contractuelle risque d'introduire dans les syndicats ouvriers.

Le débat qui suivra sera très animé. La présence des groupes « Action P.T.T. » (Cahiers de Mai P.T.T.) que les postiers P.S.U. avaient invités marquait l'intérêt que le P.S.U. suscite chez les jeunes travailleurs, et le type d'alliés que les postiers P.S.U. recherchent.

Il reste que nombre de questions sont posées aux groupes P.S.U.-P.T.T. : la mise en place d'un « collectif P.T.T. » capable d'implanter le parti dans ce milieu et capable également de fournir des éléments de réflexion sur leur entreprise.

lement les P.T.T. pour la gestion de ces fonds utilisés par l'Etat pour sa tréorerie.

Il est donc bien difficile de faire confiance à M. Galley lorsqu'il développe à répétition des raisonnements marqués par une pseudo-rigueur. A l'en croire, en effet, il prétend, par les actions de sa société de financement privé, dégager une épargne nouvelle, qui ne nuirait pas aux autres besoins du marché financier.

Qui pense-t-il tromper ? Il n'ignore pas en effet que la création d'épargne nouvelle est affaire de politique générale et non d'initiative aussi limitée que la sienne dans son seul secteur. En outre, il prétend faire appel au grand public en plaçant les actions par les bureaux P.T.T. Ceux-ci s'adresseront bien entendu à la même clientèle que celle qui souscrit habituellement aux emprunts P.T.T. classiques ; alléchée par une rentabilité plus grande, il est sûr qu'il y aura glissement de la clientèle d'un emprunt sur l'autre.

Cela donne beaucoup de sel à cette petite phrase que l'on trouve à la fin d'une brochure éditée par le ministère des P.T.T. en janvier 1970 : « Il est donc inutile pour la branche télécommunications seule de recourir à l'emprunt en 1970 pour le financement des investissements budgétaires ! » Tous les arguments développés par le ministre sur l'absolue nécessité de recourir à un financement extérieur et nouveau trouvent là un cuisant démenti. La motivation essentielle de l'opération « Finextel » (société de financement pour l'expansion du téléphone) ce n'est pas de satisfaire les besoins du téléphone, mais c'est de satisfaire les appétits capitalistes.

Un mot encore à propos de l'organisation. Celle-ci suppose qu'il y ait un minimum de concordance entre tous

les éléments liés aux choix qui sont faits, entre tous les moyens. Eh bien, on peut constater que les techniques de rationalisation des choix budgétaires ont de curieux effets sur le budget des télécommunications pour 1970.

Une volonté de dénationaliser...

On fait grand tapage sur un budget d'investissement qui s'accroît de 40 %. Mais dans le même temps le budget des dépenses de personnel ne croît que de 2 %, ce qui, compte tenu des réajustements de taux, équivaut à une diminution par rapport à 1969. Et pourtant, il n'y aura pas encore de grandes suppressions d'emplois d'opératrices, cependant il y a des besoins importants de techniciens, de cadres, de formation et de recyclage pour faire face au rythme de progression.

Alors que se passera-t-il ? L'absence de techniciens, l'absence de cadres, se feront de plus en plus insupportables, on fera appel à des sociétés privées qui interviendront dans les services des P.T.T. pour faire le travail, comme on le constate déjà pour des travaux d'administration comme la comptabilité.

La différence c'est qu'avec ces méthodes, on écœure le personnel des P.T.T., on mine les fondements d'un service public qui avait fait preuve, dans le passé, de son attachement au sens de la communauté, on gaspille les deniers de l'Etat et des citoyens en payant à des capitalistes des services qui devraient coûter 4 à 5 fois moins cher, on brade des orientations d'investissements publics en se lavant les mains des conséquences à long terme.

Mais il ne faut pas demander à nos gouvernants d'avoir de la morale politique !

L'éducation nationale se vend à la Thomson

Jacques Ferlus

Le Conservatoire National des Arts et Métiers appartient à l'Education nationale. Une des missions de cet établissement est d'offrir des cours de promotion sociale d'un niveau assez élevé (électronique, mathématiques modernes, informatique...). A une époque où l'on éprouve le besoin de se former sans cesse, les cours du C.N.A.M. ont beaucoup d'audience.

Les locaux n'étant pas indéfiniment extensibles et les étudiants étant dans leur majorité des travailleurs (ce qui réduit considérablement les possibilités horaires), le C.N.A.M. s'est lancé en 1963 dans l'audio-visuel. Un réseau de télévision dit « point par point » permet de diffuser les cours dans toute la région parisienne. Les choses se passent ainsi : au conservatoire, le professeur donne son cours devant des étudiants et des caméras. Ce cours est projeté sur des téléviseurs dans plusieurs lycées, écoles professionnelles et quelques entreprises (Bull, Brandt...). Au fil de l'expérience, le C.N.A.M. a développé sa technique pour en arriver à un enseignement télévisuel d'une qualité incontestable. Ce que voyant, l'O.R.T.F. a décidé de diffuser en direct les cours du conservatoire. Ainsi chaque soir de 18 à 19 heures sur la deuxième chaîne, le grand public et les étudiants de province peuvent suivre ces cours.

Mais voilà que la compagnie Thomson s'intéresse elle aussi à l'affaire. Comme on le sait, cette entreprise fabrique entre autres choses, des téléviseurs et des magnétoscopes. Et le magnétoscope c'est l'avenir.

La Thomson fait le tour des entreprises et leur tient cette sorte de langage : vous vous préoccupez de la formation professionnelle de votre personnel... Vous connaissez la qualité des cours du C.N.A.M., nous vous les apportons à domicile. Quel chef d'entreprise ne se laisserait pas tenter. Il se dit qu'enfin il en aura fini avec les employés qui demandent à suivre des cours de ceci ou de cela à l'extérieur de l'entreprise. Surtout qu'on ne sait jamais ce qu'ils apprennent.

Une bonne affaire pour la Thomson

Le chef d'entreprise accepte donc. Il lui suffit de choisir entre deux modèles de magnétoscopes : 27.000 et 11.000 F. Il achète aussi un téléviseur à 1.800 F par quinze élèves, un téléviseur spécial qui ne peut recevoir que l'image venant du magnétoscope, alors que pour quelques centaines de francs supplémentaires il pourrait équiper des téléviseurs commerciaux. Reste le problème des cours présentés sous forme de bobines comme des

films. La Thomson offre deux solutions : l'achat soit 15.000 F ou la location pour 1.500 F.

A bien calculer cela ne représente pas une dépense très importante pour l'entreprise. Renouvelée quelques dizaines de fois seulement, c'est une affaire très intéressante pour la Thomson.

Un étrange conception de l'enseignement public

Si on ne peut reprocher à la Thomson de vouloir faire des affaires, on peut, par contre, se demander quelle conception du caractère public que l'on a au C.N.A.M. Car il s'agit bien de cours de l'enseignement public qui sont vendus à l'enseignement privé des entreprises. Vendus par l'Education nationale puisque le C.N.A.M. touche 15 % des sommes recueillies par la Thomson.

Au moment où dans les milieux très officiels on a la bouche remplie de propos sur la formation permanente, cette affaire montre clairement les intentions du pouvoir. Incapable de mettre sur pied une politique de formation professionnelle, il s'en décharge sur le secteur privé tout en mettant à sa disposition la compétence de l'Education Nationale.

Les étudiants et les professeurs du C.N.A.M. n'ont pas été longs à dénoncer cette escroquerie, qui ressemble beaucoup à celle de la plupart des enseignements par correspondance. Ils disent : Nous venons ici pour nous perfectionner, nous ne tenons pas à ce que nos patrons connaissent le travail que nous faisons. Ici nos résultats ne sont rendus publics que sous la forme de numéros, nos noms n'apparaissent jamais. A partir du moment où les cours ont lieu dans l'entreprise, si vous avez de bons résultats, le patron va vous suspecter de vouloir le quitter. Si vos résultats sont mauvais vous ferez bien de partir au plus vite.

Sur le plan pratique, on se demande comment les cours donnés dans les entreprises pourront être efficaces. En effet actuellement les cours du C.N.A.M. reçus dans les lycées sont contrôlés par des professeurs compétents. Ils sont réalisés en tenant compte de la présence du professeur auprès des élèves. Qui le remplacera dans l'entreprise ?

Heureusement tout peut encore être remis en question. Il n'est pas dit que dans les entreprises concernées les représentants des travailleurs accepteront de jouer le jeu du patronat, du pouvoir et de la Thomson. Et puis on peut toujours boudier la formation organisée par son patron. □

VENDREDI 27 FEVRIER
Palais de la Mutualité

GRAND GALA DE VARIETES

(organisé par le C.E.C.C.)

avec

RAYMOND DEVOS

Guy Pezé - Victoria - Marino

et

Francesca Soleville

Location des places à la Mutualité
ou M. Nivelles, 27, rue Eugène-Sue, 94-MAISONS-ALFORT

Représentativité syndicale

Michel Camouis

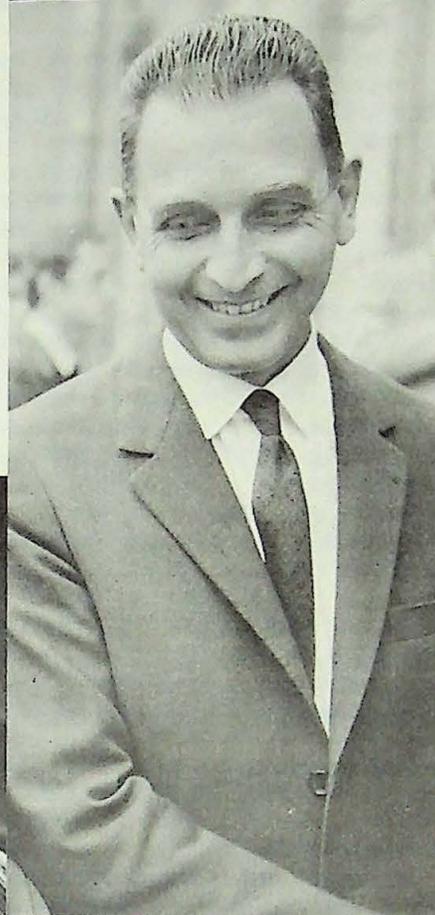
Le ministère du Travail a publié une statistique des résultats des élections des comités d'entreprises en 1968. C'est-à-dire qu'un certain nombre de ces consultations ont eu lieu après les événements de mai-juin de la même année. Cela se traduit surtout par une plus forte participation des travailleurs.

Depuis la suppression des élections des conseils d'administration de la Sécurité sociale, la statistique du ministère du Travail est le seul élément permettant de se faire une idée de la représentativité des syndicats. Il serait imprudent de tirer d'hâtives conclusions de ces résultats — la représentativité est une chose, l'influence en est une autre.

Les comités d'entreprises étant renouvelés tous les deux ans, nous avons comparé les résultats de 1968 à ceux de 1966.



D.R.



A.D.N.P.



Collombert

COMPARAISON DES POURCENTAGES DE VOIX ENTRE 1966 ET 1968

	1 ^{er} collège			2 ^e collège			Ensemble		
	1966	1968	Différence	1966	1968	Différence	1966	1968	Différence
C.G.T.	57,8	55,6	- 2,2	21,3	16,8	- 4,5	50,8	47,9	- 2,9
C.F.D.T.	19,0	19,5	+ 0,5	19,8	18,2	- 1,6	19,1	19,3	+ 0,2
F.O.	8,0	7,8	- 0,2	8,2	7,0	- 1,2	8,0	7,7	- 0,3
C.F.T.C.	2,2	2,9	+ 0,7	3,3	3,0	- 0,3	2,4	2,9	+ 0,5
C.G.C.				21,7	25,7	+ 4,0	4,2	5,1	+ 0,9
Divers	3,0	4,8	+ 1,8	5,5	8,3	+ 2,8	3,5	5,4	+ 1,9
Non syndiqués ...	10,0	9,4	- 0,6	20,2	21,0	+ 0,8	12,0	11,7	- 0,3

En 1966 : 4.884 élections de C.E. - En 1968 : 6.154 élections de C.E.

Malgré un recul de près de 3 % de la C.G.T., on constate une assez grande stabilité dans le choix des travailleurs. Il est intéressant de remarquer que les pertes de la C.G.T. ne profitent ni à la C.F.D.T. ni à F.O. Seraient-elles allées vers les syndicats autonomes ? A noter aussi que les voix allant aux non-syndiqués, c'est-à-dire le plus souvent au patronat, représentent 11,7 % et se placent en troisième position. Enfin le total des voix des non-syndiqués, des divers et de la C.F.T.C. donne 19,7 %. On comprend pourquoi l'U.D.R. déploie tant d'efforts pour regrouper ces trois tendances.

POURCENTAGE DES VOIX 1968 PAR CATEGORIES PROFESSIONNELLES

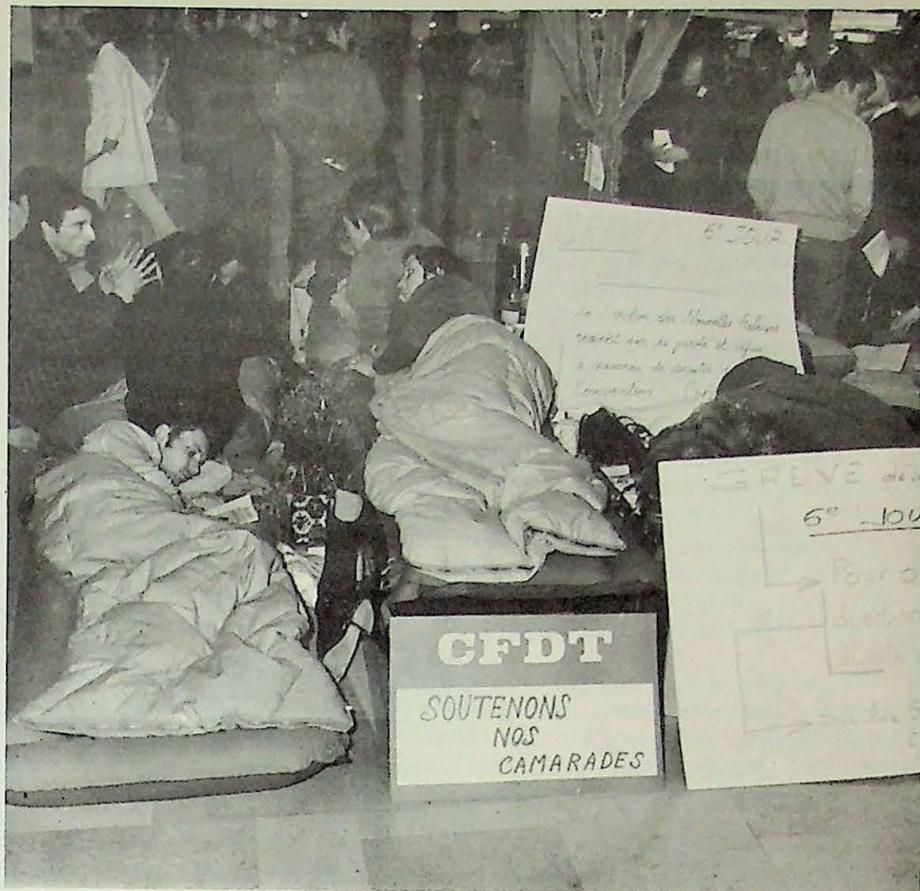
	Ouvriers	Employés	Maitrise	Ingénieurs et Cadres
C.G.T.	60,3	33,3	27,0	9,8
C.F.D.T.	21,2	24,8	27,0	13,4
F.O.	6,5	13,2		
C.F.T.C.	2,5	6,6		
C.G.C.			17,1	37,4
Divers	1,5	4,3		
Non syndiqués ...	8,0	17,8		

Quand on considère les résultats par régions, on constate que pour le premier collège, la C.G.T. est en tête partout, sauf en Alsace et en Basse-Normandie où elle concède la première place à la C.F.D.T. Celle-ci vient partout en seconde, mis à part la Picardie, la Provence et le Limousin où F.O. la dépasse.

Dans le deuxième collège la C.G.C. triomphe dans 15 régions mais la C.F.D.T. gagne en Alsace, Rhône-Alpes, Auvergne, Poitou-Charente ; la C.G.T. en Languedoc, F.O. en Limousin.

La C.G.T. demeure la première centrale ouvrière. Dans toutes les branches elle arrive en tête, parfois avec de confortables pourcentages.

Dans le deuxième collège, la C.G.C. recueille plus de 20 % des voix dans 15 branches, la C.F.D.T. dans 10 branches, la C.G.T. dans 5 branches. F.O. ne fait plus de 10 % des voix que dans 2 branches. Il faut noter que dans sept branches les non-syndiqués arrivent avant toutes les confédérations.



Agip

La grève des Nouvelles Galeries

Gerard Minet

Dans le conflit des Nouvelles Galeries de Lille la solidarité des travailleurs s'est exprimée chaque jour avec une force plus grande, tandis que la direction se trouvait de plus en plus nerveuse et inquiète devant l'extension du conflit et la résolution des travailleurs.

Alors que dans les premiers jours du mouvement, la direction se livrait à un filtrage méticuleux afin d'isoler les grévistes de la faim, dès le lundi 19 janvier, elle fut obligée de lever ce contrôle des entrées devant l'afflux des visites de soutien de syndicalistes, de clients, d'employés et d'anciens employés des Nouvelles Galeries.

Le mercredi 21, une distribution massive de tracts C.F.D.T. était organisée devant l'entrée du magasin. Près de 80 militants étaient présents.

A 20 h, avec des banderoles et des pancartes, ils pénétraient dans le magasin et procédaient à une distribution de tracts aux employés et aux clients, expliquant les motifs de la grève de la faim et le sens de l'action entreprise. Les « flics-maison » étaient affolés et impuissants à expulser les manifestants. Ceux-ci se répandaient dans tous les étages et faisaient la haie à la sortie des escalators, ils engageaient le dialogue avec les clients et exprimaient les conditions de travail et d'exploitation des employés.

Ayant fait la démonstration de leurs possibilités d'intervention à l'intérieur du magasin, les manifestants terminaient la soirée en organisant à l'entrée un impressionnant piquet de dissuasion. Ce soir-là, peu de Lillois firent de nocturnes emplettes aux Nouvelles Galeries et la direction prit conscience que les 4 grévistes du cinquième étage n'étaient pas seuls mais qu'ils constituaient le fer de lance de tout un ensemble de travailleurs opposés à l'arbitraire patronal et au système de l'exploitation capitaliste.

Le mouvement se durcit

Le samedi 24, à 8 h 30, 120 militants appartenant au commerce, à la métallurgie et au textile, tiennent un piquet de grève et interdisent l'entrée du magasin. Des mots d'ordre sont repris en chœur. La direction et quelques cadres incitent les employés à forcer le piquet. Ils ne sont pas écoutés. Le chef du personnel, doté par la nature d'un abdomen particulièrement rebondi essaie de profiter de cet avantage physique pour faire pénétrer derrière lui deux ou trois employés. On lui fait comprendre que le volume n'est pas un élément décisif face à la résolution des travailleurs. Quelques flics-maison qui avaient pénétré avant l'installation du piquet de grève attaquent les militants par derrière. Ils sont re-foulés en beauté.

Trois permanents C.F.D.T. prennent la parole, mettant l'accent sur le sens de la lutte pour la convention collective, sur la solidarité indispensable entre tous les exploités, sur la nécessité de combattre la tyrannie patronale.

A main levée, après avoir refusé le vote à bulletin secret, les employés décident de cesser le travail. Certains employés qui étaient entrés très tôt le matin décident de sortir après avoir discuté avec les grévistes de la faim.

Devant ces réactions imprévues, la direction n'avait plus qu'un échappatoire : fermer le magasin. Un cortège de 300 personnes s'organise alors et traverse la ville pour se rendre à l'union locale C.F.D.T. où une réunion se tient durant toute la matinée.

Le vrai visage du capitalisme

Lors de cette assemblée, les employés des Nouvelles Galeries débalaient tout ce qu'ils ont sur le cœur.

Libérés de la crainte du flic, du mouchard, du chef de rayon, les em-

ployés expriment leur rancœur et leur révolte contre toutes les atteintes portées contre leur dignité, contre l'exploitation éhontée de leur travail, contre l'injustice permanente dont ils sont les victimes. Dans le volumineux dossier recueilli alors nous ne relèverons que quelques cas :

— Une vendeuse remplace durant le mois d'août une chef de file. On est très satisfait de son travail et on le lui dit. Elle demande une augmentation. On lui dit de patienter. A la seconde demande, on lui répond « D'accord, mais il faudra coucher avec X qui est l'un des cadres de la maison. »

— Lors d'une grève des transports, le même marché est proposé à une autre vendeuse pour la reconduire à son domicile.

— On met des sièges dans les rayons tenus par des femmes enceintes mais on leur interdit de s'y asseoir et on vérifie.

— Au salon de coiffure, on gagne 700 francs par mois mais, comme on suppose que les employées touchent des pourboires, on procède automatiquement à un abattement sur le salaire de 15 % du chiffre d'affaires pour compenser.

— Au restaurant, on travaille 47 heures mais on n'est payé que pour 40 car il paraît qu'il y a des temps creux...

— Au restaurant toujours, un temps est normalement prévu pour le repas. Alors, on fait prendre ce repas en début de service... et on fait pointer après...

— Durant la semaine de Noël, certains travailleurs ont effectué 16 heures de nuit sans qu'aucun ne soit payé en heure supplémentaire.

C'est en pleurant de rage que certaines employées expliquaient toutes les contraintes et les affronts qui leur sont imposés.

C'était toute la misère de la condition ouvrière qui s'exprimait dans des phrases simples qui racontaient la vie de tous les jours dans les nouveaux

temples de la société de consommation.

Le début d'un long combat

Dans un secteur très peu syndicalisé et miné par les « jaunes », les employés ont pris conscience de leur exploitation de leur force collective, de la vulnérabilité du patronat. Les organisations syndicales se sont incontestablement renforcées et par-delà le problème des Nouvelles Galeries, c'est le problème général du commerce qui se trouve posé. On doit être inquiet au Printemps de Lille qui n'est séparé des Nouvelles Galeries que par 200 mètres ou dans les magasins Auchan de la banlieue. L'affrontement contre le patronat des Nouvelles Galeries n'est que le début d'un long combat.

Quant au P.S.U., à Lille, il a été présent dans la lutte dès le premier jour. Dès le vendredi 16, la Fédération faisait un communiqué de soutien et alertait toutes les sections concernées de la région. Dès le lundi 19, les groupes de quartier de la section de Lille diffusaient plus de 10.000 tracts invitant à soutenir les actions syndicales et à boycotter les Nouvelles Galeries. 300 affiches appelant à soutenir les grévistes de la faim étaient collées dans les quartiers populaires. Des tracts étaient diffusés aux employés des Nouvelles Galeries les invitant à renforcer les organisations syndicales, à s'insérer dans la lutte en cours et posant le problème du système capitaliste de profit. Par ailleurs, de nombreux militants P.S.U. participaient aux actions menées par la C.F.D.T. et manifestaient ainsi de façon concrète notre présence dans les luttes de masse. Le groupe P.S.U. « Cap 3.000 » des Nouvelles Galeries de Saint-Laurent-du-Var et la troisième section de Paris sont entrés aussi en action aux côtés des employés pour soutenir les grévistes.

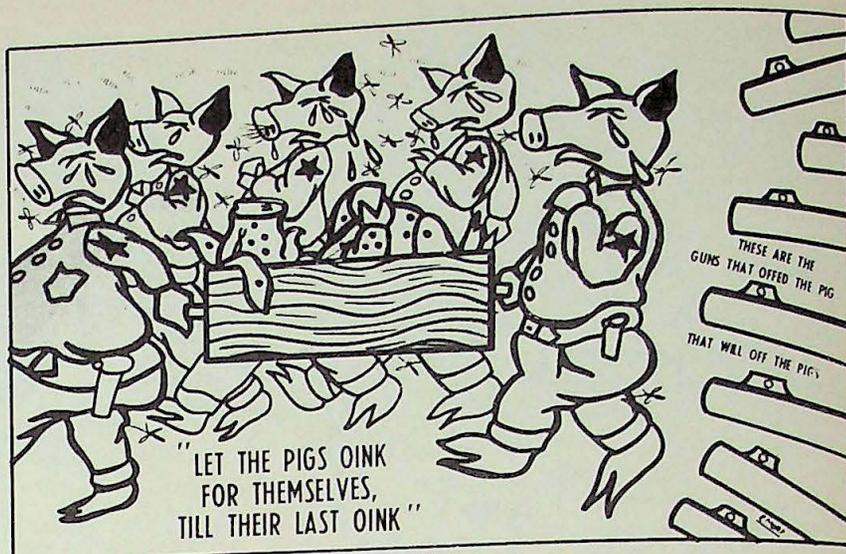
E.J. Hoover, le directeur du F.B.I., considère le Black Panther Party (B.P.P.) comme « l'ennemi public n° 1 » de ces dernières années. Il traduit bien la politique des autorités U.S., tant locales que fédérales, vis-à-vis de ce groupe révolutionnaire. L'impérialisme U.S., déjà battu en brèche au Vietnam, tente en effet de liquider par tous les moyens ceux qui luttent pour sa destruction de l'intérieur : depuis la création du B.P.P. en octobre 1966, 28 de ses dirigeants ont été tués par les « porcs fascistes », plus de 200 de ses militants emprisonnés ; de véritables complots policiers ont été montés pour « justifier » l'arrestation et l'emprisonnement de ses deux fondateurs, Huey Newton et Bobby Seale ; les différents locaux du parti sont fréquemment investis et saccagés par la police ; des représailles sont exercées contre ceux qui participent à son « programme de petits déjeuners »... Aucun groupe n'est aussi systématiquement réprimé aux U.S.A. Pourquoi ?

Parce que contrairement aux autres mouvements noirs « extrémistes » (les musulmans noirs par exemple), le B.P.P. affirme que la contradiction principale est une contradiction de classe, que sa lutte est antifasciste et anti-impérialiste, qu'il n'y a pas de solution au « problème noir » dans le système capitaliste.

Et parce que, ayant une vue claire des objectifs de sa lutte, il se donne les moyens d'y parvenir : en développant toutes les actions qui lui permettent de se lier aux masses des ghettos noirs (petits déjeuners, « liberation schools », assistance judiciaire, organisation à d'autres fins des gangs de jeunes, revendication de contrôle sur la police, etc.), mais aussi aux autres opprimés : petits Blancs, Portoricains, Mexicains, etc.

C'est pour cela que le B.P.P. se développe aussi vite. Sur le front intérieur (« le front est là où est l'ennemi »), il mène la même lutte que les Vietnamiens à l'extérieur. Ces derniers ont d'ailleurs récemment proposé d'échanger des prisonniers de guerre U.S. contre les prisonniers politiques Huey Newton et Bobby Seale. Le gouvernement U.S., qui feint de s'intéresser si fort au sort de ses prisonniers, a fait la sourde oreille. On comprendra pourquoi en lisant la suite.

C'est à Alger, où le B.P.P. vient d'ouvrir un bureau d'information, que nos correspondants se sont entretenus avec trois des principaux dirigeants : Eldridge Cleaver, ministre de l'Information, Emory Douglas, ministre de la Culture, Byron Booth, vice-ministre de la Défense.



Avec les Panthères noires

T.S. — Quelles sont les grandes caractéristiques de votre mouvement et de votre lutte ?

E. Cleaver. — Depuis 400 ans, les Noirs d'Amérique luttent contre l'oppression ; celle-ci a pris différentes formes, mais les gens sont maintenant contre l'approche réformiste du problème et sont partisans d'un changement réel. Pour résister à cette oppression, il y a désormais une prise de conscience de plus en plus grande qu'il faut réagir d'une manière plus violente, dans la mesure où le système capitaliste emploie toutes les formes d'oppression et de répression possibles.

Les deux grandes caractéristiques de notre mouvement sont : l'antifascisme à l'intérieur et l'anti-impérialisme à l'extérieur ; le fascisme et l'impérialisme sont en effet les deux formes que revêt le

système américain. Nous ne voyons pas de solution du problème noir à l'intérieur du système capitaliste ; seul un système socialiste pourrait permettre de résoudre le problème.

T.S. — Est-ce que vous pensez qu'il existe des perspectives de victoire des forces progressistes aux U.S.A. en dehors de la défaite mondiale de l'impérialisme ?

E. Cleaver. — Nous ne nous faisons pas d'illusions, mais nous ne pensons pas que la tactique du gouvernement américain, qui consiste à distribuer les miettes, puisse résoudre les contradictions. La lutte contre la guerre du Vietnam s'est développée de plus en plus largement parce que, **moralement**, les gens ne pouvaient pas être d'accord. Ces gens qui manifestaient pacifiquement ont été choqués par la répression de la police et ont

compris que c'était le système capitaliste qui engendrait la violence.

Il nous paraît peu probable que l'impérialisme soit défait par les seules forces progressistes des U.S.A., mais ce qui est important, c'est que le système soit attaqué sur tous les fronts.

T.S. — Quelle est votre implantation et comment est organisé votre mouvement ?

E. Cleaver. — Nous sommes surtout implantés dans les grandes villes du Nord et en Californie ; notre quartier général est situé à Oakland près de Berkeley (en Californie).

Il y a de grandes différences dans notre implantation entre le nord et le sud du pays ; dans le Nord l'implantation est facile à cause des ghettos, où il est aisé de toucher les masses ; dans le Sud,

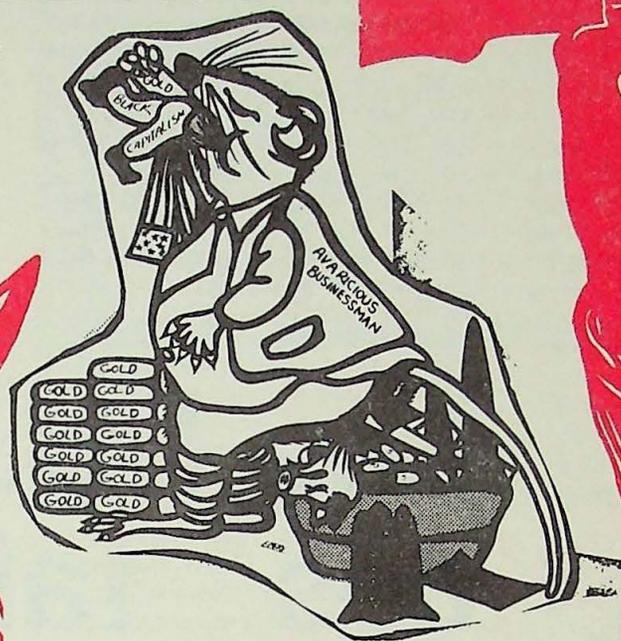
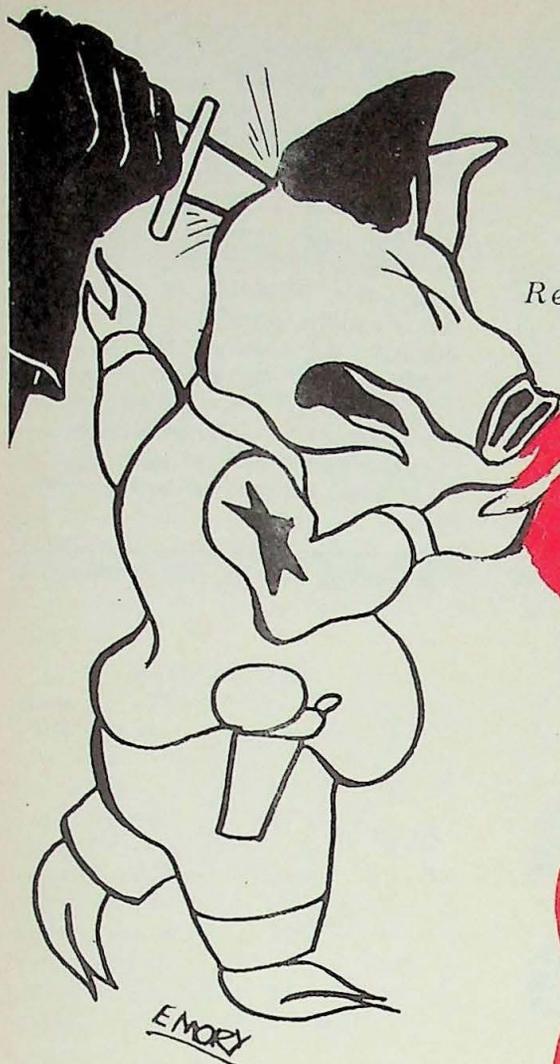
par contre, la promptitude de la riposte raciste nous oblige à un fonctionnement discret.

Nous avons fait venir des militants au quartier général pour leur donner un entraînement et une formation, puis nous avons envoyé des équipes un peu partout ; mais il ne s'agit pas de parachuter des militants dans le Sud, ceux-ci sont seulement chargés de donner un minimum de formation et ensuite c'est à ceux qui sont sur place de se débrouiller.

Sur le plan de l'organisation, vous savez qu'à la tête du mouvement, il y a des « ministres ». Nous prenons cette appellation pour lutter contre la propagande gouvernementale qui cherche à nous présenter comme des bandits. Nous cherchons donc à montrer que ce que nous faisons, ce sont des actes politiques.

EMORY GRINDS DOWN THE PIGS

Reprinted from Berk. Tribe



Le parti est composé de sections dont l'importance varie en fonction de la communauté ; les sections sont composées de 10 sous-sections chacune et chaque leader de sous-section doit être en contact étroit avec la population (par la pratique du porte-à-porte par exemple). Les sections comprennent des comités spécialisés (éducation, défense, logement, etc.) reliés aux différents ministères.

T.S. — Avez-vous des organisations dans les entreprises ?

E. Cleaver. — Oui ! Il y a des réunions de groupes noirs des syndicats qui essaient de faire avancer les objectifs du parti.

T.S. — N'auriez-vous pas intérêt à constituer des syndicats noirs ?

E. Cleaver. — La tentative a déjà été faite vers 1960-61, à l'époque où les « Black Muslims » (Musulmans noirs) étaient le mouvement en pointe. Actuellement l'idée a été abandonnée parce que les syndicats contrôlent tout. Nous n'attendons pas grand-chose sur le plan politique parce que, de toute manière, les dirigeants syndicaux font partie de la classe des exploités. Quand vous voyez que Meany, le dirigeant de l'A.F.L.-C.I.O., gagne plus que le président des États-Unis !...

Emory Douglas. — Même plus ! Meany gagnait plus que le président, et il a fallu augmenter celui-ci pour qu'ils gagnent la même chose !

T.S. — Quels types d'actions menez-vous actuellement ?

Emory Douglas. — Nous avons lancé un « breakfast programme »

pour les enfants noirs qui n'ont pas la possibilité de prendre un petit déjeuner le matin avant de partir à l'école.

Actuellement 80 à 100 petits déjeuners sont servis dans chaque district, ce qui représente plus de 40.000 petits déjeuners chaque matin pour l'ensemble des U.S.A.

B. Booth. — Ce programme a été particulièrement bien accueilli par ceux qui en ont bénéficié ; trop bien même, puisque des bandes armées de racistes ont attaqué les étudiants qui l'organisaient, ont saccagé les locaux, cassé le matériel, balancé les stocks de nourriture et essayé de terroriser les gosses ; des lycéens ont même été exclus de leur établissement pour avoir participé aux activités du programme.

Emory Douglas. — Nous organisons d'autre part des « liberation schools », où l'on essaye de donner aux enfants une éducation politisée. Par exemple, on leur apprend l'histoire des différents mouvements de libération noirs, l'histoire du parti, etc.

B. Booth. — A la suite de nombreuses lettres venues des prisons, nous avons mis en place un système d'assistance judiciaire pour tous les gens incarcérés, ainsi que pour ceux qui sont dans l'armée ; en effet, beaucoup de militaires participent aux manifestations contre la guerre et en subissent les conséquences lorsqu'ils retournent dans leurs bases. De plus, nous encourageons les désertions... qui sont beaucoup plus importantes que ne le révèlent les statistiques officielles !

Nous essayons également de convaincre les bandes armées de jeunes de garder leurs armes pour de meilleures occasions, de ne les utiliser que pour la défense de leur peuple et non pour s'entretuer.

T.S. — Qu'entendez-vous par autodéfense ?

B. Booth. — Nous visons essentiellement à éduquer les gens en leur apprenant à se défendre, éventuellement par les armes.

E. Cleaver. — Nous ne distribuons pas d'armes, mais nous disons aux gens ce qu'il faut utiliser, comment les entretenir et ensuite ils se débrouillent pour les trouver eux-mêmes.

T.S. — La lutte contre la guerre du Vietnam s'est beaucoup développée et radicalisée ces derniers mois aux U.S.A., or on a dit que les Noirs participaient assez peu à ces actions. Qu'en pensez-vous ?



B. Booth. — Nous participons aux actions qui sont menées contre la guerre du Vietnam ; nous participons aux manifestations et aussi à la coordination des différents mouvements. Ce qui est important à l'heure actuelle, c'est d'être unis, même si tout le monde n'a pas les mêmes raisons de lutter contre cette guerre.

Je voudrais vous signaler un fait important : il existe un groupe d'étudiants blancs d'extrême gauche qui s'appelle « Weatherman », né de l'éclatement du S.D.S. (Students for a Democratic Society) et qui, à l'occasion d'une manifestation contre la guerre du Vietnam, s'est battu contre les policiers à Chicago ; c'est extrêmement important que des étudiants blancs s'engagent jusqu'à ce point. Bien que certains trouvent cela prématuré, nous pensons que c'est une étape marquante dans le développement de la lutte.

Nous avons des contacts avec eux, car ils font la même analyse que nous, à savoir que la contradiction principale aux U.S.A. est une contradiction de classes.

T.S. — Quel lien faites-vous entre votre lutte aux U.S.A. et la guerre du Vietnam ?

B. Booth. — Le front est là où est l'ennemi : il est au Vietnam, mais aussi aux U.S.A., où il y a fascisation. Il faut donc attaquer l'ennemi sur tous les fronts possibles. Le meilleur soutien que nous puissions apporter aux Vietnamiens, c'est, en fin de compte, de harceler l'ennemi aux U.S.A. mêmes.

T.S. — Comment se manifestent vos liens avec d'autres organisations se réclamant des mêmes objectifs ?

E. Cleaver. — Nous avons des contacts étroits avec d'autres organisations qui représentent d'au-

tres minorités opprimées : Indiens, Porto-Ricains, pauvres Blancs, etc. Nous travaillons avec eux dans le cadre d'un « Front uni contre le fascisme ».

T.S. — Comment l'opinion publique américaine a-t-elle réagi devant le procès de Bobby Seale qu'on a présenté au tribunal baillonné, pieds et mains liés à une chaise ?

B. Booth. — Ce qui peut se passer dans les procès de nos militants ne peut guère nous étonner beaucoup, mais cela a tout de même choqué pas mal de gens. En particulier, la réaction des Blancs

de gauche a été très vive : ils ne pensaient pas que ça pourrait aller si loin ; et même ceux de droite se sont subitement aperçus que leur système judiciaire, qu'ils mettaient aux nues et croyaient impartial, était lui-même raciste. Cela a ébranlé leur façon habituelle de voir les choses et a pu entraîner une certaine prise de conscience.

Depuis longtemps, nous avons annoncé une menace de fascisme aux U.S.A., mais les gens ne le croyaient pas ; or depuis le procès de Bobby Seale, ils ont pris conscience que ce que nous disions pouvait être fondé et ils se sentent obligés plus que jamais de prendre

parti pour un côté ou pour l'autre.

T.S. — Certains d'entre vous doivent retourner prochainement aux U.S.A. ; ne craignez-vous pas d'être arrêtés à la suite de la vague de répression qui déferle actuellement ?

B. Booth. — Je retourne aux U.S.A. parce que c'est quand même mon pays et parce que je pense que c'est là-bas que je suis le plus utile. Il est vrai que la répression s'abat de plus en plus sur notre mouvement, mais malgré l'arrestation de quelques leaders, il est encore bien solide. Et puis vous savez, on peut mettre des gens en

prison, mais on ne peut pas mettre la révolution en prison !...

T.S. — Quelles sont les actions de soutien et de solidarité que vous attendez des mouvements progressistes en Europe ?

E. Cleaver. — Il faut démolir tout ce qui est américain. Nous ne croyons plus à l'efficacité des pétitions, des marches et autres démonstrations pacifiques. Il faudrait essayer d'empêcher les tournées impérialistes, empêcher le système de fonctionner... Ce serait très important car les gouvernements européens marchent la main dans la main avec le gouvernement américain. □

Les I.U.T., ces "fabriques" de techniciens

Albert Rousselles

Mercredi matin, 21 janvier 1970, le cours d'électronique va débiter. Le professeur, chef de département du « Génie Électrique », croit devoir apporter une observation : « Il y a des contestataires qui distribuent des tracts et collent des affiches mettant en cause l'enseignement et les I.U.T. Qu'ils se méfient et qu'ils n'oublient pas que leur admission en 2^e année est décidée par un jury de passage, et ils risquent de voir leur carrière d'étudiant écourtée. »

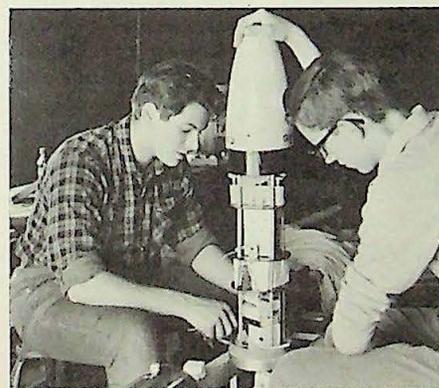
La bourgeoisie, par un de ses fidèles serviteurs, venait de s'expliquer on ne peut plus clairement, sur le rôle des Instituts Universitaires de Technologie.

Tout d'abord un bref rappel sur les causes qui ont poussé le gouvernement à créer ces établissements. Les crédits de l'Education nationale étant insuffisants, le gouvernement a accepté volontiers l'« aide » des patrons pour faire face à une « pénurie » de techniciens, intermédiaires entre ingénieurs et professionnels.

Ainsi, et le gouvernement ne le cache pas, les I.U.T. doivent être implantés dans les milieux industriels ; ceci à seule fin que le patronat local puisse profiter des techniciens qu'il aura « fabriqués ».

Ces subventions versées par le patronat, le sont au titre de « subventions complémentaires » ; elles constituent une part importante. En échange, le patronat local exige que la formation (sic) de techniciens ne soit réservée qu'aux éléments dociles et réactionnaires prêts à accepter le rôle anti-ouvrier qu'il lui offrira.

Pour cela, la bourgeoisie n'hésite pas à employer tous les moyens, le personnel enseignant recruté dans cette optique, l'ai-



Collombert

tant. Ainsi, on n'hésite pas à faire une sélection de plus en plus sévère, non pas uniquement sur le savoir, mais surtout sur les opinions des futurs techniciens. Preuves en sont les menaces que l'on fait peser sur nous, ainsi que l'exclusion l'an passé de l'intégralité, sauf un, des militants U.N.E.F. de Belfort. Les critères sur lesquels sont jugés les étudiants sont ceux que le patronat exige. Quoi de plus normal, pensera la bourgeoisie, que le patron qui finance dispose des individus pour lesquels il a consacré une partie de son budget. L'ennui est que l'argent dépensé par le patronat n'est pas une perte, ni une aide gratuite : c'est un placement.

La pression qu'exerce le patronat sur les I.U.T. ne se limite pas à la rentabilisation de ses capitaux. Outre cela, le tiers des membres du Conseil d'Administration ainsi que le tiers des membres des

jurys sont composés d'industriels. Pourquoi s'arrêter là, il faut aussi avoir une part dans l'enseignement. Voilà qui est fait par des cours obligatoires donnés par des ingénieurs, qui comme par hasard travaillent chez le patron local.

En dehors de cela, le patronat local a le privilège de disposer de ses techniciens, car leur diplôme, le D.U.T. (Diplôme Universitaire de Technologie) n'est pas reconnu aux Conventions collectives nationales. L'I.U.T. est ainsi un puits sans fond de techniciens qui donnera au patronat local une occasion, non pas de reconvertir ses cadres, ce qui lui coûte trop cher,



Collombert

mais de les licencier et se faire un « roulement » à bon compte.

Voilà en quels termes raisonne la bourgeoisie, voilà sur quels critères elle recrute ses techniciens, voilà avec quels moyens elle tente de les faire aboutir.

Lycéens, ne vous laissez pas entraîner par la propagande mensongère que l'on vous fera pour les I.U.T., c'est une voie sans débouchés. □

"Des anarchistes itinérants" (O. Guichard)

De notre correspondant à Perpignan

Le mardi 20 janvier le bureau politique de l'U.D.R. condamnait « l'action subversive d'un petit groupe d'étudiants qui perturbe le bon fonctionnement des lycées parisiens ». Or, ce même jour, à près de 1.000 km des agitateurs parisiens, au lycée Jean Lurçat de Perpignan, les élèves se mettaient en grève.

Le lycée Jean Lurçat : un lycée de jeunes filles, moderne, presque à l'extérieur de la ville ; 11.000 élèves qui ne font guère parler d'elles. Pourtant c'est là qu'en Mai 68 s'était formé le CAL le plus actif des établissements de la région. Et au troisième trimestre de l'année dernière les élèves déléguées aux conseils de classe avaient démissionné en bloc. C'est précisément ce problème des conseils de classe qui est à l'origine de la grève.

On connaît la situation : par des circulaires volontairement ambiguës, parents et élèves ont l'autorisation de siéger aux conseils de classe. Mais on les écarte lorsqu'on en vient à étudier les cas individuels, c'est-à-dire lorsque ça devient sérieux. Lors de la dernière réunion du Conseil d'Administration, la participation des élèves aux conseils dans leur entier, est repoussée par 21 voix contre 19.

Les déléguées des élèves organisent alors une consultation de leurs camarades : une majorité se déclare favorable à une telle participation, 430 se déclarent favorables à la grève.

Mardi les élèves sont donc en grève, une grève active car toute la journée des discussions sont organisées.

Que fait l'administration ? Elle publie un communiqué demandant aux parents « selon les textes » de venir chercher leurs enfants. Que font les parents ? L'Association Dubreuil tonne : la démocratie a été violée, du reste le texte incriminé sera bientôt périmé (?), les élèves ont été « entraînées inconsidérément par un petit noyau d'agitateurs ». Nous y voilà ! La Fédération Cornec est plus subtile : n'a-t-elle pas toujours soutenu la revendication des lycéennes ? Elle promet de faire inscrire à l'ordre du jour du prochain C.A. (dans la deuxième semaine de février) une suggestion selon laquelle, à titre d'expérience, les élèves pourraient assister à la totalité des conseils au deuxième semestre. Elle demande aux grévistes « de faire confiance aux représentants de l'Association qui défendront leur point de vue et

donc de différer le mouvement de grève ». On ne peut être plus paternaliste.

Et les enseignants ? Le S.N.E.S., le syndicat très largement majoritaire, se tait, alors que les élèves demandent le soutien de leurs professeurs. Du reste la section S.N.E.S. est dans sa majorité défavorable à cette participation, les opposants se comptent sur les doigts d'une main. Il n'y aura pas la moindre action, pas le moindre communiqué.

Le journal local « l'Indépendant » annonce mardi que les grévistes ont sollicité le soutien des autres lycées de Perpignan, et même de Narbonne, mais il constate avec soulagement mercredi qu'on n'a signalé aucune perturba-

Lycéens en colère

De notre correspondant à Dijon

Certains faits récents qui se sont déroulés dans un collège d'enseignement technique du bâtiment de Dijon nous offrent l'occasion de souligner une fois de plus l'importance du fossé qui sépare une administration bornée et contrainte à la défensive, de la masse des élèves et des parents aptes à saisir l'occasion d'une protestation vigoureuse contre l'arbitraire et l'autoritarisme de certains chefs d'établissement.

Il faut dire que, dans ce cas précis, la crise devait éclater tôt ou tard : le directeur régnait (le mot n'est pas trop fort) sur son établissement et était parvenu à placer les élèves et sans doute la majorité des professeurs dans une situation où les relations avec l'administration tenaient plus de la crainte et de la résignation que de la cordialité.

Toujours est-il que les brimades de toute nature et de tout degré rendaient le climat de la « boîte » difficilement supportable, et c'est ce qui peut expliquer les débordements nocturnes de quelques élèves, débordements dont il aurait été préférable de rechercher les causes réelles plutôt que d'y trouver un nouveau prétexte à répression. Mais l'occasion était trop belle pour le directeur de se retrouver dans la peau du policier qu'il a été autrefois.

Cependant, cette fois la riposte s'est produite aussi vive qu'inattendue.

tion « de solidarité » (les guillemets sont du journal) dans les autres établissements.

Ainsi isolées les lycéennes arrêtent leur grève dans la journée de mercredi, avec un résultat encore peu clair : y aura-t-il la convocation rapide d'une Commission permanente (émanation du C.A.) ou faudra-t-il s'en remettre à la proposition Cornec ? Quoi qu'il en soit à travers cette grève se trouve encore une fois posé le problème, non pas de la participation — qui peut encore y croire ? — mais des moyens d'action pour faire aboutir une revendication ; et encore une fois la preuve est faite que des jeunes, partout, sont prêts, par delà tout verbiage « démocratique » à lutter pour obtenir satisfaction. Mais la preuve est faite que là encore les enseignants et leurs organisations syndicales pourtant « progressistes » ont reculé devant leurs responsabilités. Pour nous P.S.U. les enseignants révolutionnaires ne sont pas ceux qui appartiennent à tel ou tel syndicat, signent telle ou telle pétition, mais ceux qui dans leur travail savent reconnaître et soutenir les justes revendications de leurs élèves. □

Journées

Journée nationale lycéenne, le dimanche 15 février, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, à 9 h précises.

Pour tout renseignement, écrire au Secteur lycéen, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

Les frais de transport seront à la charge des fédérations.

En raison de difficultés pratiques, le stage national de formation « Enseignement » prévu du 7 au 10 février est reporté à la fin mars (vacances de Pâques).

Dimanche 22 février : Journée nationale d'études sur l'enseignement technique, 81, rue Mademoiselle, Paris-6^e. S'inscrire auprès de Bernard Morand.

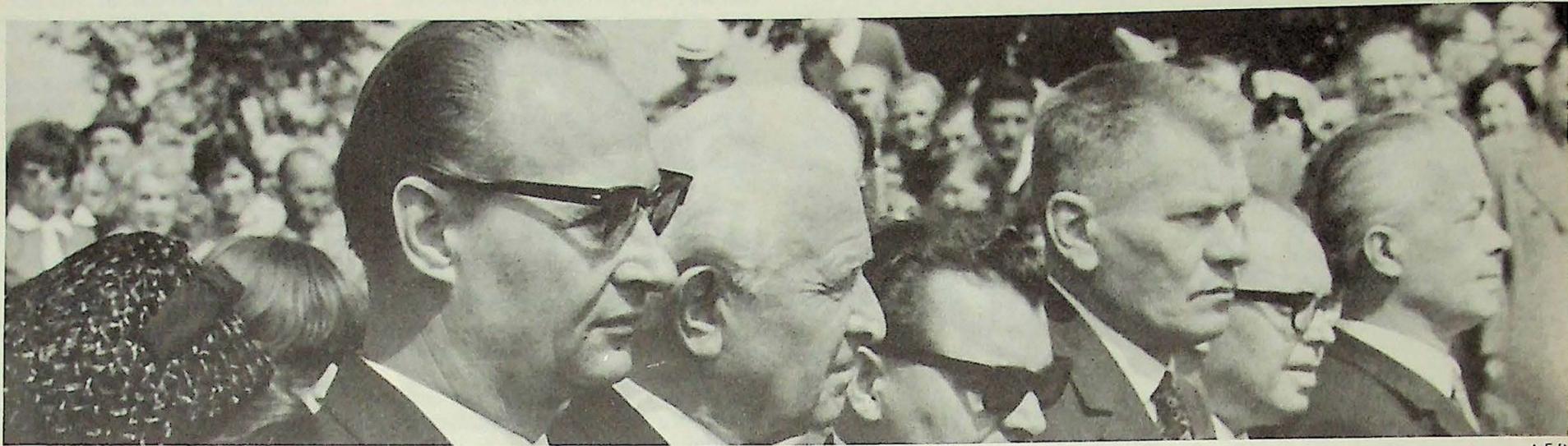
tion ou exprimaient une mise en garde, tout ceci largement diffusé dans la presse locale.

Le C.E.T. du bâtiment, fermé par décision rectorale a rouvert ses portes vendredi matin mais le directeur toujours aussi borné avait à la main une « liste noire » de plusieurs dizaines d'élèves auxquels il interdisait l'accès de l'établissement malgré la présence de parents d'élèves...

Les choses en sont là mais l'issue est de plus en plus claire dans l'esprit de chacun : c'est la réintégration des élèves et l'exclusion du chef d'établissement qui, soulignons-le, n'avait pas encore mis en place, malgré les injonctions, ni conseil d'administration, ni commission permanente, ni foyer socio-éducatif !

Deux points doivent être mis en relief dans cette affaire, dont l'importance dépasse la simple constatation des faits : c'est d'une part la **disponibilité des élèves vis-à-vis des consignes de lutte** qu'ils reçoivent dès l'instant où on mobilise (et donc qu'on leur reconnaît) leur sentiment de responsabilité collective ; d'autre part c'est la conscience aiguë chez les lycéens de la **solidarité qui les unit et qui les pousse à agir**, parfois avec encore quelque maladresse, dès l'instant où quelques-uns sont victimes d'un système éducatif auxquels ils ont résolu de dire non depuis mai 68. □

luttones internationales



A.F.P.

Lettre (presque vraie) de Tchécoslovaquie Vive la novotnysation

Ça y est ! Le Comité Central du Parti Communiste, dans un grand élan de fermeté idéologique a chassé définitivement le dernier carré d'opportunistes, qui symbolisaient encore notre fameux printemps.

Tout est épuré, on peut vraiment dire qu'avec l'élimination de Cernik et ses comparses, nous avons enfin à la tête du gouvernement et des syndicats, une véritable avant-garde bureaucratique, complètement coupée de la popu-

lation, qui ne faillira pas à son rôle de complice de la clique Brejnev et compagnie.

Ce qui fait plaisir à la jeunesse de notre pays, c'est que cette fois les choses sont claires : l'absence de colonne vertébrale, le rôle de mollusques joué par les pseudo-défenseurs de notre peuple, que prétendaient être Dubcek et consorts, apparaissent aujourd'hui clairement. La lutte pour l'indépendance nationale, pour le véritable socialisme, contre

la clique bureaucratique, passe clairement aujourd'hui par l'affrontement direct (y compris armé) contre les néo-novotnystes, les Husak, les Strougal et compagnie, larbins de la bureaucratie soviétique.

Ce qui nous fait sourire, nous travailleurs tchécoslovaques, c'est d'apprendre que votre René Andrieu de « l'Humanité » dans une récente émission de la télévision française a encore une fois affirmé

qu'il était toujours solidaire de la direction de l'U.R.S.S. au nom de la défense de la « patrie du socialisme » : votre Andrieu est un tartuffe. Il regrette en paroles l'intervention soviétique d'août 68, mais par ses prises de position publiques, il est solidaire de Brejnev. Le jour où les masses travailleuses de notre pays prendront les armes contre la dictature bureaucratique des néo-novotnystes, il les traitera de fascistes : voilà où mène la

servilité ! Car pour nous, travailleurs tchécoslovaques, la novotnysation (dite : « normalisation ») ne peut mener qu'à l'affrontement physique, contre la clique bureaucratique soutenue par les chars soviétiques.

Finies les illusions sur le passage en douceur au socialisme (au vrai) ! La novotnysation aura au moins le mérite de rejeter le marais centriste dans la poubelle de l'Histoire : merci M. Brejnev. □

Éditions ANTHROPOS

15, rue Racine - PARIS 6^e

MARXISME D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Nicolas BOUKHARINE :	
L'Economie mondiale de l'impérialisme	
Esquisse économique	14,80 F
La Théorie du matérialisme historique	
Manuel populaire de sociologie marxiste	19,20 F
Karl KAUTSKY :	
Le Chemin du pouvoir	19,80 F
Karl MARX :	
Lettres à Kugelmann (1862-1874)	14,80 F
David RAZIANOV :	
Marx et Engels	14,80 F
Marx, homme, penseur et révolutionnaire	14,80 F
En partant du « Capital » - Ouvrage collectif	
sous la direction de Victor FAY	19,80 F
Karl MARX :	
FONDEMENTS DE LA CRITIQUE DE	
L'ECONOMIE POLITIQUE - Grundrisse	
der Kritik der politischen Ökonomie ; 2 volumes,	
1 136 pages, broché	86,50 F
Rellé	105,80 F

SOCIOLOGIE ET TIERS MONDE

Samir AMIN et Catherine COQUERY-VIDROVITCH :	
Histoire économique du Congo	
Du Congo français à l'Union douanière de	
l'Afrique centrale	29,70 F
Rodolfo CASANOVA :	
La Démocratie au Mexique	29,70 F
Fernando Henrique CARDOSO :	
Sociologie du développement en Amérique	
latine	19,80 F
Rizkallah HILAN :	
Culture et développement en Syrie et dans	
les pays retardés	35,60 F
Albert MEISTER :	
Participation, animation et développement	
24,80 F	
Maria Isaura Pereira de QUEIROZ :	
Réforme et révolution dans les sociétés	
traditionnelles	29,70 F
Rodolfo STAVENHAGEN :	
Les Classes sociales dans les sociétés	
agraires	29,70 F
Anouar ABDEL-MALEK :	
Idéologie et renaissance nationale	
L'Égypte moderne	44,80 F

SOCIOLOGIE ET SOCIALISME

Janina MARKIEWICZ-LAGNEAU :	
Education, égalité et socialisme	19,80 F
Radovan RICHTA :	
La Civilisation au carrefour	34,60 F
Andreas HEGEDUS :	
Etudes sociologiques (Hongrie)	28,80 F
★★	
Les Sept Jours de Prague - 21-27 août	
1968	34,60 F

SOCIOLOGIE ET REVOLUTION

Tom BOTTOMORE :	
Critique de la Société	19,80 F
Henri LEFEBVRE :	
L'Irruption de Nanterre au sommet	14,80 F
René LOURAU :	
L'Instituant contre l'institué	14,80 F
★★	
Recherche et contestation : Débat des	
travailleurs scientifiques après mai 1968	19,80 F

AUTOGESTION

Revue trimestrielle - Le numéro : 10 F - 4 cahiers : 36 F.

15, rue Racine - PARIS 6^e - Tél. : 326-99-99 - C.C.P. 8 721 23

Impérialismes et sous-impérialismes

Henry Rosengart

La vente d'armement aux pays arabes, et en particulier à la Libye, a donné lieu à une véritable levée de boucliers contre la politique gaulliste. Déclarations violentes, manchettes à la « une », meeting au Palais des Sports sous la présidence du général Kœnig, avec la participation de représentants du parti socialiste, du parti radical-socialiste et de M. Lecanuet — le slogan étant : « Israël ne sera pas un nouveau Biafra. »

De telles réactions signifiaient-elles que la politique extérieure gaulliste est « positive » ? C'est ce que semble penser M. Georges Séguy (« le Monde », 27 janvier). Mais un examen des faits nous montrera qu'il n'en est rien : la politique gaulliste d'hier et d'aujourd'hui est bel et bien impérialiste et néo-colonialiste. L'exemple de la Libye vient ici fort à propos éclairer une situation bien moins complexe qu'elle ne paraît.

Une économie providentielle

1. Donc, la France livrera une centaine d'avions à la Libye, d'ici à 1974. Or, en quatre ans, la situation a le temps d'évoluer, ce qui donne à penser que les protestations au nom de la « morale internationale bafouée » sont essentiellement d'ordre politique. La supériorité technique et militaire d'Israël sur l'ensemble des États arabes est un fait reconnu par tout le monde. De plus, comme le rappelle opportunément « le Monde » dans son éditorial du 8 janvier : « la Grande-Bretagne et les États-Unis ont conclu des contrats au total bien plus importants, tout à la fois avec Israël, la Libye, l'Irak, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, le Maroc, etc. ». Enfin Nixon vient d'accorder à Israël toute « l'aide militaire nécessaire »... Aussi, le moins qu'on puisse dire, c'est que l'utilisation politique de deux millions de victimes nigérianes ne s'imposait pas, selon les critères de la « morale internationale ». Non seulement Israël n'est pas un Biafra en puissance, mais l'ambassadeur d'Israël à Lagos en est si bien convaincu qu'il vient de soutenir publiquement le gouvernement nigérian, allant même

jusqu'à s'élever contre « les accusations selon lesquelles son pays aurait aidé les anciens rebelles »... (« le Monde », 27 janvier).

2. En contrepartie de l'armement reçu, la Libye — 3^e exportateur de pétrole du monde — accorde à la France une position privilégiée. Mieux : s'il faut en croire M. Debré, qui n'a toujours pas été démenti sur ce point, la Libye cessera de soutenir les *guérilleros tchadiens*... Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'aide accordée jusqu'ici par la Libye « révolutionnaire » au Front de libération national tchadien (FROLINA) n'a nullement affecté les bons rapports entre Paris et Tripoli. Le pétrole serait-il un moyen d'entente entre les peuples ? Comme disait Paul Claudel à A. Chouragui (« l'Arche », janvier 1969) : « Et que l'on ne me parle pas de l'ignominie du pétrole ! Lui aussi joue son rôle dans l'économie providentielle... »

3. A propos du Tchad toujours, rappelons que le régime de Tombalbaye est soutenu à la fois par la France, l'U.R.S.S. et... Israël, dont le rôle au Tchad est explicitement dénoncé par le FROLINA dans son programme politique...

Afrique du Sud et Rhodésie : de « nouveaux Biafra » ?

4. La politique néo-colonialiste des impérialistes en Afrique est connue. Ainsi, la vente massive d'armes gaullistes à l'Afrique du Sud — un exemple parmi des dizaines — n'est un secret pour personne, bien qu'aucune manchette de « France-Soir » ne l'ait encore dénoncée. Ce que l'on connaît moins, c'est le rôle d'Israël en Afrique. Le « West German Afrika Information » a su, en 1962, le résumer en quelques mots : « Tout est devenu naturellement et infiniment plus aisé depuis que l'influence d'Israël en Afrique sert directement la cause occidentale » ; les autres puissances, ajoute cet organe, doivent « utiliser Israël comme une station relais dans les pays d'Afrique et d'Asie ».

Sans se comparer à l'« aide » des grandes puissances,

celle d'Israël est assez importante pour que l'image apocalyptique du « petit pays » cerné par « cent millions d'Arabes fanatisés » soit sujette à contestation. La comparaison faite par Ian Smith, président de la Rhodésie raciste, est, certes, meilleure : « Israël a joué un rôle important dans l'arrêt du communisme au Moyen-Orient. De ce point de vue, il y a un dénominateur commun entre Israël et la Rhodésie. Je définirai la situation ainsi : Israël est l'épine dans le pied du Moyen-Orient ; la Rhodésie est l'épine dans le pied de l'Afrique... » (Suppl. à « Haaretz », 27-6-1969. Cité dans ISRAC., n° 2.)

L'implantation d'Israël en Afrique est d'abord économique (investissements, créations d'entreprises mixtes), mais elle s'exerce aussi sur la formation de bureaucrates syndicaux africains (dans onze pays, dont le Tchad) par l'entremise du syndicat israélien Histadrout — qui entretient d'excellentes relations avec l'A.F.L.-C.I.O. américain, lui-même lié à la C.I.A... Elle s'exerce enfin sur le plan militaire : ce sont les Israéliens qui formèrent les « spécial forces » d'Éthiopie, qui entraînent les soldats et policiers du Congo-Kinshasa (no-

tamment sous Tchombé), du Ghana, de l'Ouganda, etc., et qui fournirent des experts militaires et des mercenaires au Portugal — « aide » dénoncée par le M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération de l'Angola) en fin octobre 1968. Quant à l'Afrique du Sud, c'est le pays africain avec lequel les échanges commerciaux sont les plus forts et les mieux équilibrés. Comme l'écrivit le journal sud-africain « Burger » (29-5-1968) : « Israël et l'Afrique du Sud ont un destin identique. Les deux pays luttent pour leur existence et (...) constituent des foyers de puissances solides dans leurs régions qui, sans eux, sombreront dans le *tohu-bohu anti-occidental*... »

Iran et Israël solidaires

5. Bien entendu, Israël n'est pas le seul « relais » par lequel l'emprise impérialiste s'exerce. L'Iran est un autre exemple éloquent dont on parle, il est vrai, beaucoup moins. Les tortures et les exécutions qui y abondent ne semblent émouvoir personne, pas plus que la répression sur les Kurdes iraniens... Un tel silence s'explique. En effet : a) les liens entre Washington et Téhéran sont de plus en plus étroits ; b) la politique

du Chah au Moyen-Orient consiste à soutenir résolument l'Arabie Saoudite, les émirats du golfe Persique et... Israël, qu'il approvisionne en pétrole (« Je suis un partisan convaincu d'Israël », déclarait-il récemment (*Africasia*, n° 7) ; c) Américains et Israéliens entraînent les « commandos de choc » qui répriment la lutte armée des Kurdes iraniens ; d) la politique du Chah est, d'autre part, approuvée par... l'U.R.S.S., qui envoie aujourd'hui des armes à Téhéran, après avoir invité le Chah à Moscou le 22 septembre 1968 ! Marchands de canons de tous les pays, unissez-vous !

Une telle convergence d'intérêts, comparable à celle qu'on constate en Afrique, explique bien des silences...

Que déduire de tout cela, sinon que la concurrence entre puissances impérialistes, et en particulier entre les deux superpuissances, s'exprime dans le cadre de l'intérêt commun qu'elles ont à spolier les richesses des pays dits « en voie de développement ». Cette spoliation se fait, soit directement, soit par bureaucraties ou sous-impérialismes locaux interposés (Iran, Israël, pays arabes féodaux et pseudo-progressistes, marionnettes locales diverses). En d'autres termes, ce qui ressort le plus clairement de l'apparente complexité de la politique internationale, c'est que les contradictions entre puissances impérialistes sont secondaires par rapport à l'antagonisme fondamental qui oppose, d'une part, l'ensemble de ces puissances et de leurs fondés de pouvoir locaux, d'autre part, les peuples opprimés et les travailleurs exploités des pays industrialisés... □

Découverte et culture vous propose

LA CONSTRUCTION DE LA PALESTINE

(21-22 février).

LE MOUVEMENT COMMUNISTE : LA TCHECOSLOVAQUIE

(7-8 mars).

AUTOGESTION

(4-10 février et 11-17 février).

L'IMPERIALISME EN AMERIQUE LATINE ET LES LUTTES REVOLUTIONNAIRES

(22-28 mars).

F.N.L. VAINCRA

(29 mars-4 avril).

A SUP DEVOLUY : SKI dans la journée - DISCUSSIONS, DEBATS, PROJECTIONS le soir.

DECOUVERTE ET CULTURE : 94, rue Notre-Dame-des-Champs - PARIS 6^e.

Tél. : 325-00-09.

Départs de Paris le vendredi soir. Retours à Paris le lundi très tôt : 110 F.

Séjour seul, du samedi matin au dimanche soir : 40 F.

Chaque séjour : 196 F.

La fin du mythe social - démocrate

Ystein Noreng

Depuis un certain temps les rapports sociaux et politiques entre la classe ouvrière et le patronat dans les pays scandinaves sont en train de changer fondamentalement. Le mécontentement croissant au sein de la classe ouvrière se manifeste de plus en plus par des grèves « sauvages » dont la cible est autant le syndicalisme social-démocrate que le patronat. Le caractère politique de la vague de grèves se montre par les revendications posées, portant sur l'organisation du travail, la rémunération et l'intensité des cadences ; par le fait aussi que toutes les grèves éclatent sur l'initiative d'un nombre d'ouvriers militants, et que ceux-ci sont suivis par la quasi-totalité des effectifs. La revendication salariale reste importante, mais elle ne se constitue pas un but exclusif. Surtout en Suède les revendications salariales ont également concerné l'intensité du travail. Dans la plupart des cas c'est toujours la section locale du syndicat qui négocie avec le patronat afin de mettre un terme à la grève. Il faut, cependant, préciser qu'aucune grève n'a éclaté en Suède ou au Danemark sur l'initiative syndicale. De même, dans aucun cas la fédération syndicale au niveau national n'a été impliquée.

Deux grandes grèves sont particulièrement révélatrices ; la grève des mineurs de Kiruna en Suède du Nord et celle des ouvriers des chantiers navals de Copenhague. Dans ces deux cas le syndicalisme social-démocrate a été complètement court-circuité par le refus catégorique des ouvriers de lui déléguer un pouvoir de négociation quelconque. Par contre, les ouvriers ont élu leur propre comité de grève et demandent que les négociations se fassent sur place avant que le travail ne soit repris. Dans ces deux cas les directions des entreprises insistent sur le caractère illégal des grèves tout en maintenant que seules les fédérations syndicales constituent des interlocuteurs valables en même temps qu'elles refusent toute négociation avant la reprise

du travail. La grève des mineurs suédois dure maintenant depuis huit semaines et tout laisse à penser que ces deux grandes grèves vont se prolonger. Dans d'autres grandes entreprises touchées par le mouvement de grève, comme les industries automobiles suédoises, les directions se sont montrées plus flexibles en commençant les négociations après une ou deux heures de grève et ont accordé des augmentations salariales sensibles, à Volvo par exemple une moyenne de 12 % ; en même temps, la vitesse de la chaîne de montage a dû être quelque peu réduite.

Une collaboration de classes contradictoire

Dans ces cas le patronat a ouvert des négociations très rapidement avec la section syndicale locale, par peur que celle-ci ne soit débordée par la base ouvrière. Il est notable que ces concessions ne portent en elles-mêmes aucune garantie pour que la grève ne recommence. Mais seulement un petit nombre d'entreprises de très haute productivité peuvent se permettre de telles concessions, et maintenant la Confédération du patronat suédois vient de déclarer que toute négociation à la suite d'une grève « sauvage » est illégale. Elle a même déclaré que ceux de ses membres qui négocient soit avec des comités de grèves, soit avec des sections syndicales locales, sans qu'il y ait un terme régulier d'un accord officiel, devraient désormais être punis par des amendes. En effet, il s'agit d'une question politique d'importance fondamentale.

Dans les actions récentes, la classe ouvrière, dans les entreprises, reprend l'initiative de la lutte sociale en faisant des déclarations à la fois économiques et politiques. Les grévistes de Copenhague demandent la démission du gouvernement en même temps qu'une augmentation salariale. En plus, la classe ouvrière ne se fie plus à l'appareil social-démocrate et, en lieu, elle défend ses revendications par des actions directes. Si elle continue à faire ainsi, le

temps de collaboration de classes sous le dominateur social-démocrate sera définitivement révolu. Le fameux « modèle suédois » signifie la délégation de tout pouvoir au plus haut niveau dans les organisations syndicales et patronales et que celles-ci arrivent à faire respecter aux échelons plus bas les accords conclus. Depuis plus de trente ans toute l'activité du syndicalisme scandinave a été portée vers un seul but : la négociation salariale au sommet avec le patronat. En même temps il s'est bien peu occupé de ce qui se passe dans les entreprises. Par conséquent, le patronat a été incité à accorder des augmentations salariales non négligeables par la garantie de paix sociale que lui offrait le syndicalisme. Le patronat s'est servi de cette paix syndicale pour intensifier les cadences et la productivité afin d'augmenter ses profits ainsi.

Les conséquences de la collaboration de classes de la social-démocratie sont contradictoires. La classe ouvrière scandinave jouit certainement d'un niveau de vie plus élevé que ses confrères européens, mais elle est aussi certainement l'objet d'une exploitation intensive due au haut niveau technologique et de la productivité. La classe ouvrière scan-

dinave est très qualifiée techniquement et elle est en général bien instruite, mais elle ne jouit d'une libération quelconque ni dans les entreprises, ni dans la société. La classe ouvrière scandinave est, comme ses confrères européens, sans influence politique réelle, et en ce qui concerne l'organisation du travail dans les entreprises et en ce qui concerne l'élaboration de la politique économique nationale. Les effets de l'essor économique depuis 1960 se trouvent autant dans la consolidation du capitalisme, dans les différences sociales croissantes que dans le niveau de vie des travailleurs.

La nervosité du patronat

Jusqu'à maintenant le tout-puissant appareil social-démocrate contrôlant à la fois le syndicalisme, l'administration centrale et le pouvoir parlementaire a pu imposer au capitalisme scandinave une politique keynésienne assurant une expansion moyennement forte mais très stable et une certaine fiscalité progressive des revenus. En même temps la stabilité de la politique social-démocrate a constitué la meilleure protection pour la consolidation du capitalisme. Le capitalisme suédois est le plus monopolisé du monde entier, au Danemark et en Norvège l'évolution va vite dans le même sens. Depuis quelques années le capitalisme scandinave a été suffisamment fort économiquement et politiquement pour renverser certains aspects de la politique social-démocrate. La réduction des impôts directs, l'introduction de la T.V.A., le dépeuplement des régions lointaines, la relaxation du contrôle des investissements et surtout la relaxation très progressive de l'application

des lois sur la sécurité du travail et les heures supplémentaires sont les exemples les plus importants de cette évolution. Ce développement manifeste la pression de la droite contre la politique social-démocrate ; au Danemark et en Norvège il y a depuis un certain temps des gouvernements de coalition bourgeoise qui accentuent encore cette tendance.

Aussi les sociaux-démocrates sont sérieusement contestés à gauche, depuis déjà quelque temps par des organisations de jeunesse et par des partis socialistes de gauche, et maintenant par la base ouvrière dans les entreprises. Devant ce développement le patronat manifeste une nervosité certaine, dont la fuite de capitaux de Suède est la meilleure preuve. La situation sociale et politique dans les pays scandinaves change donc très vite, et la première victime devraient être les illusions sur « le modèle suédois » nourries à l'étranger. A longue échéance il paraît peu probable que les revendications politiques posées par les ouvriers puissent être entièrement récupérées par la social-démocratie, de même que les institutions de la société scandinave actuelle ne sont pas très aptes à répondre aux nouvelles exigences ouvrières. La revendication d'un pouvoir ouvrier réel dans les entreprises s'oppose directement à toute pratique social-démocrate. Cependant, il est largement prématuré de pronostiquer un bouleversement social en Scandinavie, car des organisations capables n'existent pas encore. Ce n'est donc pas pour demain que la Scandinavie pourrait constituer un des fameux « chaînons faibles », mais son chaînon faible se trouve dans les entreprises. □

VIENT DE PARAÎTRE

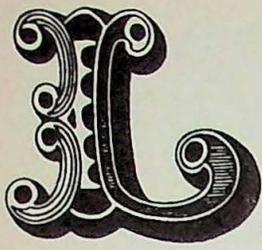
Introduction aux 17 Thèses du 6^e Congrès National du P.S.U.

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum - 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE - Librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS (15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris



LIVRES

Radiographie des syndicats

Gilbert Hercet

On aime souvent dire, au P.S.U. et dans le courant socialiste, que les problèmes agricoles sont fondamentaux et qu'il convient de ne pas négliger les luttes qui se déroulent dans ce secteur, et les problèmes qui se posent à l'intérieur du mouvement syndical paysan. Mais est-il bien sûr que les militants connaissent réellement le milieu agricole et les caractéristiques exactes de ses organisations professionnelles ?

Ce serait, en tout cas, plus difficile à expliquer maintenant, après la parution du dernier livre de notre camarade Yves Tavernier sur **Le syndicalisme paysan** (*). Dans ce livre, en effet, Tavernier fait un point très complet sur la F.N.S.E.A. et la C.N.J.A. Après une brève analyse historique depuis les origines du syndicalisme agricole à partir de 1870, il analyse notamment les structures et

l'organisation de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A., publie leurs statuts et leurs budgets, étudie leur composition et leur implantation, passe au crible leurs adhérents et leurs dirigeants. Des tableaux, des cartes et des graphiques très lisibles permettent de bien connaître l'implantation géographique, la composition sociologique et l'évolution des effectifs des organisations étudiées. En somme : un instrument de travail indispensable pour les militants du courant socialiste travaillant dans des secteurs où les problèmes agricoles se posent aujourd'hui avec acuité, c'est-à-dire dans de nombreuses régions françaises. □

(*) Y. Tavernier. *Le syndicalisme paysan FNSEA-CNJA. Librairie A. Colin. Travaux et recherches de science politique. Série Etudes syndicales, n° 5. Le volume : 20 F.*

Blanqui, technicien de l'insurrection

André Biélany

Le livre de l'historien américain Samuel Bernstein, **Auguste Blanqui** (1) mérite d'être lu des militants engagés dans les luttes révolutionnaires : l'auteur refusant de s'arrêter à une figure légendaire et, il faut le dire exemplaire, du mouvement ouvrier en France, réfute l'image traditionnelle et veut voir, dit-il, « Blanqui tel qu'il était, c'est-à-dire le produit de son époque et de circonstances extraordinaires, et non point comme le personnage béatifié que ses adorateurs ont décrit ». Et pour le débarrasser du masque de Marx, d'un « Marx imberbe » qu'on a voulu lui faire porter, Samuel Bernstein est amené à tracer une fresque du mouvement ouvrier en France pendant plus de cinquante ans, période où commencent à s'affronter avec vigueur les idées du socialiste révolutionnaire et du communisme.

La différence entre la plupart des théoriciens de la révolution

d'alors et Blanqui, c'est que Blanqui, lui, a constamment lutté contre l'ordre établi sans préjuger des formes futures de la société communiste, et le livre de Bernstein a l'immense mérite, au terme d'un travail de recherche minutieux, de peindre non pas un « Titan de la révolte », mais un technicien de l'insurrection qui ne poursuit qu'un but : le renversement du pouvoir bourgeois et l'instauration d'un communisme assez vague. S'attachant à définir la doctrine de Blanqui, mélange de socialisme éclectique et de socialisme pragmatique (« Discussion et prédication sont à bout ; la parole est aux faits ») l'auteur évoque le problème de l'organisation révolutionnaire, conçue comme une avant-garde organisée en société secrète qui utilise un seul moyen : l'insurrection.

Si Blanqui échoua dans toutes ses tentatives, Bernstein

le montre bien, c'est par défaut d'analyse. Il connaît mal l'économie, la juge secondaire et s'en tient aux idées constituées dès 1830-1840 sans tenir compte de l'évolution économique et sociale (l'usure prend la place du profit ; les crises sont des crises de sous-consommation), privilégie enfin la lutte contre la religion assimilant la révolution à un combat contre l'obscurantisme. Aussi mit-il en avant des formes d'organisation et de lutte de moins en moins adaptées aux conditions réelles.

Est-il donc juste, suggère Bernstein, de faire de Blanqui un prophète annonçant la venue de Marx ? Certains, pour mettre l'accent sur la continuité du socialisme français, y intègrent naturellement le marxisme : mais le marxisme ne s'est imposé en France qu'à partir des années 1880 sous l'impulsion

de Jules Guesde notamment, et a rencontré l'opposition tenace des blanquistes, des proudhoniens, des possibilistes. Ici apparaît une des lacunes du livre : il sous-estime l'influence réelle du blanquisme en milieu ouvrier et avance une explication contestable de la liquidation de cette doctrine.

De même, si on peut relever des traits communs à Lénine et à Blanqui (sur l'organisation et la technique révolutionnaire) (2), Lénine ayant une tout autre appréciation de ce qu'est une situation révolutionnaire, on ne saurait assimiler la Révolution d'octobre 1917 à une conspiration de type blanquiste : bien que dirigée par un parti, elle reçut aussitôt l'appui des masses.

Le livre, dans son ensemble, apparaît comme une importante et souvent pertinente mise au

point. Or, les problèmes qu'il évoque sont d'une actualité brûlante : les rapports entre Marx et Blanqui, entre la réforme et la révolution, l'attitude des théoriciens politiques vis-à-vis des syndicats, le rôle de la violence révolutionnaire, et la condamnation du blanquisme comme un antimarxisme apparaissent en définitive comme le rejet d'un symbole, sinon d'une doctrine, qui est embarrassant : si l'Histoire a fait justice des erreurs de Blanqui, celui-ci n'en demeure pas moins un exemple historiquement décisif parmi d'autres : en approfondissant le rapport entre la théorie et la pratique révolutionnaire, il a marqué la fin d'une période. □

(1) S. Bernstein : A. Blanqui, Maspéro Bibliothèque Socialiste 1970. 24,65 F.

(2) Cf : Que faire ?

Samizdat

G. Bedrossian

Une presse clandestine existe en U.R.S.S. : en Occident nous la connaissons sous la dénomination de « Samizdat », mot russe signifiant « édité par soi-même ». Cette presse oppositionnelle est souvent l'œuvre de groupes clandestins, composés d'intellectuels.

Les textes parviennent en Occident souvent par des couloirs clandestins ou bien par l'intermédiaire du K.G.B. (A. Soljenitsyne) et sont édités par l'Institut de Munich ou bien par la presse du N.T.S. (*)

Les éditions de « La Vérité » publièrent en novembre un copieux cahier, repris par la suite par les éditions du Seuil, intitulé : « Samizdat I, la voix de l'opposition communiste en U.R.S.S. »

De ce recueil, nous devons faire trois parts :

— L'introduction ;
— Les textes appartenant réellement à l'opposition ;
— Les textes de Trotsky, introduits par l'éditeur dans la masse des documents, voulant par cela influencer le lecteur sur les origines de l'opposition (cette façon d'arranger la vérité est heureusement réfutée par les textes eux-mêmes qui n'ont rien de particulièrement trotskystes).

L'éditeur du recueil prévient le lecteur : « Les seules lacunes graves que comporte ce livre sont relatives à des documents qui ne nous sont pas, ou pas encore, parvenus. » Or, la presque totalité de ces textes auraient déjà été édités par les revues Gruny et Posser, qui sont loin d'appartenir au courant trotskyste.

Ces textes, nous les connaissons pour la première fois en français, d'où leur importance. Jusqu'à présent, nous ne connaissions rien ou presque rien

de ce mouvement d'opposition qui se distingue parmi les intellectuels soviétiques ; malheureusement la majeure partie de ces textes ne concerne que l'opposition russe, à part quelques textes concernant les Tartares de Crimée. Il est fait un silence total sur l'opposition régnant dans les républiques baltes, en Ukraine, en Asie et, surtout, les républiques du Caucase où les courants autonomistes ont toujours été très forts.

Malgré ce manque, ce recueil nous conduit à reconsidérer la situation interne de l'Union soviétique, et peut-être y trouverons-nous, dans la montée puissante des nationalismes, une des raisons du durcissement de Moscou, ainsi que de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Par contre, nous sommes obligés de constater la légèreté intellectuelle de l'éditeur de ce cahier de 600 pages. Celui-ci veut montrer que l'opposition soviétique est avant tout une opposition d'obéissance trotskyste.

La Seconde Guerre mondiale fut pour le trotskysme une catastrophe, elle permit à Staline de regrouper face à l'agression allemande toutes les forces de l'Union soviétique, ce fut une levée en masse qui permit la liquidation dans les camps de Sibérie des derniers opposants trotskystes. Les écrits de Trotsky furent totalement supprimés, c'est ainsi que la jeunesse ne put avoir pour sources que les écrits de Marx, d'Engels, de Lénine, et surtout ceux des révolutionnaires russes du XIX^e siècle : Bielinski, Herzen, Dobrolioubov, Tchernitchevsky. Il ne fut donc pas difficile d'étudier et de voir, pour ces jeunes, que le socialisme so-

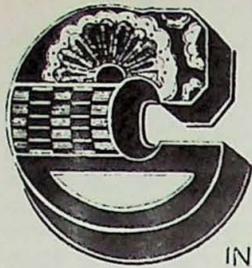
viétique, le socialisme qu'ils connaissaient était en totale opposition avec les écrits des créateurs du socialisme scientifique.

Ainsi donc, cette opposition qui aurait pu être trotskyste n'en eut pas les moyens. Ceci explique que la nouvelle « intelligencia » soviétique a retrouvé les positions de l'opposition ouvrière, celle de Kollontaï et de Chliapnikov, et aussi l'esprit des socialistes révolutionnaires de gauche, les héritiers du populisme russe.

L'éditeur prétend que le but de l'opposition est « de restaurer la démocratie socialiste de 1917 » et tente de montrer par des textes de Trotsky que celui-ci n'a jamais attaqué cette volonté démocratique du prolétariat russe. Mais il oublie, involontairement, nous l'espérons, de signaler que l'un des premiers opposants à la bureaucratie centralisée et despotique, Miasnikov fut déporté sur son ordre. Il écrit de même que « le combat de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. est celui de la lutte des exploités et des opprimés du monde entier contre la bourgeoisie mondiale et son alliée, la bureaucratie thermidorienne du Kremlin » voulant faire de la récupération et, en même temps, nier le caractère véritable de l'opposition communiste.

Par son choix de textes, l'éditeur tente de réhabiliter et d'absoudre les victimes de Staline, mais pour cela il faudrait vraiment tout dire et tout expliquer.

(*) N.T.S. : organisation fasciste des Russes blancs dont beaucoup de membres collaborèrent au Wannsee Institut de Rosenberg.



INEMA

De Togliatti à Médée

Jean Morel

Deux films de Pasolini sont sortis récemment à Paris. L'un, *Uccellacci e uccellini*, date de 1963 ; il ne doit sa sortie (et encore dans un cinéma d'art et d'essai du Quartier latin) qu'au renom acquis par son auteur ces dernières années et au snobisme qui s'est cristallisé sur son nom, surtout depuis *Théorème*. L'autre, *Médée*, sort dans de nombreuses salles d'exclusivité et, La Callas oblige, fut projeté en avant-première à l'Opéra devant un parterre tout-parisien et pompidollesque. La différence de nature que l'on ne peut pas ne pas remarquer entre ces deux films explique à elle seule la différence des circuits d'échange auxquels ils sont voués. Cette différence, si vous avez déjà vu ces deux films, vous l'avez déjà comprise. sinon vous le devinez, est d'ordre idéologique. Voyons cela d'un peu plus près.

Uccellacci e uccellini (gros oiseaux et petits oiseaux) est une fable politique qui allie la simplicité des formes et des

Musique d'Iran

Dans le cadre de ses programmes d'avant-dîner (*), le Théâtre de la Ville a eu l'excellente idée de proposer une semaine de musique iranienne. S'il est vrai qu'existe une mode de la musique orientale, elle n'a guère été flattée par ces concerts qui nous ont fait découvrir une musique feutrée d'une extrême sensibilité qui nécessite, pour dévoiler toutes ses richesses, une écoute très attentive.

La musique iranienne est sans doute celle dont les traditions historiques sont les plus anciennes. Elle est sûrement aussi de celles dont l'influence a été la plus féconde, puisque, à des degrés divers, les Gitans, les Arabes et les Tziganes s'en sont inspirés. Ce n'est pas un des moindres mérites de ces concerts, de nous en avoir fait prendre conscience.

(*) Chaque soir à 18 h 30, du mardi au samedi inclus (5,50 F). Prochains spectacles : *Récital Jean Mercure*, du 3 au 7 février. *Les percussions de l'orchestre de Paris*, du 10 au 14 février. *Semaine internationale de Guitare*, du 17 au 21 février.

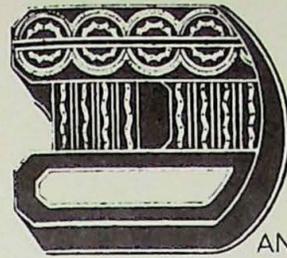
idées à un extraordinaire ton comique. A travers le déroulement d'un itinéraire burlesque, le film dresse un tableau symbolique de la situation de la lutte des classes en Italie après la mort de Togliatti. Au fil des rencontres et des dialogues se dessine la carte de l'espace idéologique d'un pays à une époque donnée de son histoire. Et Pasolini, dans un débat qu'il eut avec le public du Git-le-Cœur, insista beaucoup sur le caractère national de son film : « Vous ne pouvez pas comprendre tout cela parce que vous n'êtes pas Italiens. » Si l'on ne comprend pas tout, on saisit quand même pas mal de choses. Et le film nous y aide bien, d'abord en précisant « pour ceux qui n'auraient pas compris » que le corbeau (l'un des principaux « personnages » de l'histoire) représente un intellectuel de gauche italien après la mort de Togliatti, et ensuite en nous montrant quelques documents d'actualités sur cette mort (principalement foule pleurant). Il semble bien que c'est de là qu'il faut partir pour lire le message du film (car, avec Pasolini, on n'a aucun complexe à employer ce mot de message, actuellement fort décrié).

Le peuple pleure la mort de Togliatti, les hommes et les femmes qui viennent embrasser son cercueil font souvent le signe de la croix. La mort du secrétaire général du P.C.I. est vécue comme la mort du Père. Et s'il en est ainsi, c'est donc que la classe ouvrière a perdu la conscience que la puissance, la force, c'est elle. Si cette mort entraîne tant de désarroi (l'attitude du corbeau intellectuel en est le signe) c'est que la classe a transféré sa force dans un homme, dans un seul. Cette attitude psychologique est en fait lourde de conséquences politiques. Le film les étale, ces conséquences : dissolution de la conscience de classe, déperdition de l'esprit de lutte, développement des contradictions au sein du peuple (les exploités se font exploités à leur tour, au sein même du peuple, comme le montre le double épisode de Toto propriétaire sans pitié et ensuite locataire fauché). Mais le film tente aussi d'en saisir les causes. Si le rapport au secrétaire du P.C. est vécu sous le mode parental, n'est-ce pas parce qu'il est obligé de s'inscrire dans un espace idéolo-

gique plus fort, pas encore liquidé, à peine entamé : l'idéologie chrétienne telle qu'elle existe dans le catholicisme italien ? N'est-ce pas parce que le peuple importe sur le terrain politique les habitudes contractées sur le terrain religieux ? Dieu, le Père, Togliatti c'est la même puissance tutélaire de laquelle on attend tout, salut et libération. Pasolini, avec ce film, est certainement le cinéaste qui a le mieux commencé à montrer la complexité des contradictions idéologiques qui surdéterminent la lutte des classes en Italie (en 1963 et un peu actuellement, car il y a des changements évidents dans le rapport des forces idéologiques actuellement). Il parle clair et juste, semble-t-il.

On ne peut donc être que consterné par sa dernière production *Médée*. Qu'est ce film, en effet, sinon une monstruosité idéologique. *Médée*, Jason, la Toison d'or, les Argonautes ; comme avec *Cédrique Roi*, nous sommes en pleine mythologie. Nous n'irons pas jusqu'à confondre l'œuvre de Pasolini avec un film à peplum (la série des *Masciste*, des *Hercule* qui fit fureur il y a dix ans) ; il semble viser plus haut, retrouver le ton de la tragédie grecque.

Voilà pourquoi nous dirons seulement que *Médée* répond, pour un certain public (pour une certaine classe et une certaine culture de classe), aux mêmes demandes idéologiques que le film à peplum pour un autre public (une autre classe). Il s'agit de combler un vide, de donner aux spectateurs occidentaux un ersatz de « sacré ». Mystère barbare, violence exotique d'un autre âge, paysage que l'on ne peut avoir, « grands » sentiments, bijoux hiératiques, etc. Au lieu de mettre en place les instruments culturels qui nous permettraient de mesurer l'influence idéologique de la culture greco-latine, Pasolini nous y plonge jusqu'à l'aveuglement. Oui, La Callas est une grande tragédienne, mais quel vide comble-t-elle par son jeu ? Pasolini veut s'éloigner de la culture de masse qu'à juste titre il considère comme investie par l'idéologie dominante, en faisant des œuvres difficiles. Mais ces œuvres-là (*Théorème*, *Porcherie*, *Médée*) il n'est pas sûr que d'une autre manière elles ne soient pas investies par la même idéologie dominante — la même sous une autre forme.



ANSE

Le Bolchoï à Paris

Bernard Sizaïre

Il n'est pas inutile, maintenant que la troupe du Bolchoï est partie s'installer à New York, de revenir sur la trentaine de représentations qu'elle a données à Paris. Impatient de voir cette troupe de réputation mondiale dans le grand répertoire russe où on la dit sans égale, j'ai été déçu.

Une campagne publicitaire bien orchestrée annonce la venue du Bolchoï comme l'événement culturel de la décennie. Partout, de la haute bourgeoisie aux communes populaires de la banlieue Nord, on se précipite à l'Opéra, en Rolls ou dans les autocars municipaux (1). Que découvre-t-on ? Des spectacles « monumentaux », des mises en scène « grandioses » (comme au Châtelet !) qui se rattachent tous à l'esthétique périmée de la bourgeoisie du XIX^e siècle finissant. Le Bolchoï n'est évidemment pas un théâtre lyrique expérimental, mais, au pays de Meyerhold et de Stanislavski, on aurait pu imaginer autre chose que ce style routinier et tape à l'œil. Certes, Boris Godounov demeure inaltérable, car le génie musical et dramatique de Moussorgski persiste à resplendir au milieu du bazar et du tohu-bohu scénique. Pourtant, la mise en scène est incapable de dégager les lignes de force et de souligner les tensions. Le chœur, ce peuple dont Moussorgski voulait faire le héros de son opéra, apparaît comme une masse informe et gesticulante. Rien de moins marxiste que cette présentation !

Alors que depuis 25 ans l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, avec Felsenstein et Svoboda ont révolutionné le théâtre lyrique en substituant aux grandes mises en scène « décorativistes » une conception tantôt inspirée par Brecht, tantôt issue des courants esthétiques modernes, il semble que le Bolchoï vive encore à l'heure des tsars !

Au moins pouvions-nous espérer de bons chanteurs (2). Quelques-uns furent excellents, généralement dans les rôles secondaires. Par contre, les premiers rôles furent trop souvent tenus d'une manière emphatique par des chanteurs parfois approximatifs ou essouffés. Le Bolchoï paraît bien être une pépinière de bons chanteurs, puisque chaque grand rôle possède au moins trois titulaires, mais le premier, même quand il a de

beaux restes, n'est pas forcément le meilleur...

Heureusement, l'orchestre et les chœurs sont inégalables. Personne au monde n'est capable d'interpréter Moussorgski avec cette évidence élémentaire. Eux seuls ont justifié la réputation du Bolchoï, que des troupes moins prestigieuses, comme celles de Belgrade ou de Sofia sont bien près d'égaliser.

On s'est ému, et pas seulement à gauche, du prix des places (de 9 à 120 F). L'administration de l'Opéra et le ministre de la Culture de l'U.R.S.S. l'ont justifié par les frais énormes entraînés par le déplacement de 400 personnes et d'un important matériel. Dans le cadre d'échanges officiels entre deux théâtres largement subventionnés (dont l'un par un Etat socialiste) on était en droit d'attendre des tarifs accessibles aux spectateurs de condition modeste.

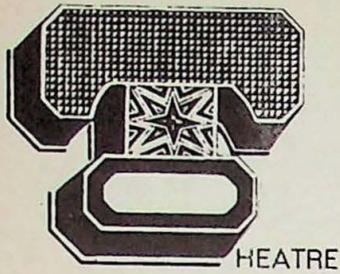
Rappelons surtout qu'à l'occasion de la venue du Metropolitan Opera de New York, les places coûtaient, en 1967, quatre fois moins cher que pour le Bolchoï. Avec le même répertoire, l'Opéra de Sofia valait deux fois moins dans une salle privée. L'Opéra de Berlin, et bien d'autres, se sont produits à Paris au Théâtre des Nations à des tarifs inférieurs à ceux des représentations ordinaires de la salle Garnier.

Alors, de qui se moque-t-on ?

Est-il concevable que des échanges culturels officiels passent par l'intermédiaire d'une agence privée « l'Agence littéraire et artistique parisienne pour les échanges culturels » qui semble avoir le monopole des spectacles soviétiques (du Cirque de Moscou aux chœurs de l'Armée rouge) et se permet, pour briser le mouvement de grève des techniciens de l'Opéra, de leur offrir une prime spéciale pendant la durée des représentations du Bolchoï ? On mesure à cette « générosité » même les superprofits que l'agence en question a pu réaliser dans cette opération culturelle.

(1) A des tarifs de groupe, bien sûr.

(2) Deux disques récents : « Chœurs du Bolchoï » et « Grandes voix du Bolchoï » permettent de se faire une idée assez juste de la valeur musicale des interprètes. (Chant du Monde.)



Entre deux tragiques

Dominique Nores

Notre temps ne devrait pas se lasser de jouer Shakespeare (1). Que voyons-nous dans Shakespeare? Les puissants montent au firmament politique. La roue de fortune les porte très haut avant de les précipiter, tandis que de nouveaux venus s'élèvent, météores politiques d'un jour, que le lendemain éteint. Mais, surtout, Shakespeare fait voir le contexte dans lequel s'inscrit leur trajectoire : « Des bourgeois effrayés passent par deux ou trois, écrit Jan Kott. Ils savent, ils ont entendu dire... Chez Shakespeare, il n'y a que des souverains et des hommes bien vivants qui ont peur. »

Un monde désorienté

Depuis un an et demi, les troupes de décentralisation dont quelques-unes ont joué les « Histories » sur la scène, les jouent aussi dans la vie. Comme dans les drames historiques de Shakespeare, les conjurés de Villeurbanne, tous investis et dépositaires d'un fief, ont profité de la mise en échec du pouvoir par le mouvement de Mai pour réclamer la fin de l'arbitraire. Les moyens donnés à la décentralisation sous Malraux ont toujours été le fait du Prince. Centres dramatiques, troupes permanentes touchent annuellement des sommes très différentes dans chaque catégorie et sans que l'importance de la ville dans laquelle ils fonctionnent, leur dynamisme créateur ou la multiplicité de



D.R.

leurs charges aient une incidence certaine sur leur budget. En Mai-Juin 68, Villeurbanne, sur pied de guerre, a réclamé un statut fixant les moyens financiers de chaque catégorie d'animateurs selon des normes claires. La roue de fortune qui, déjà tournait a rendu dérisoires ces prétentions.

La roue, depuis, n'a plus cessé de tourner, prenant les intéressés dans son vertige : « Je deviens dingue ! » dit Marcel Maréchal, le seul des directeurs de troupe dont la subvention, malgré les promesses du ministre revenu sur ses déclarations télévisées, risque d'être diminuée, et cela au moment où la création mondiale du Sang (2), œuvre nouvelle à la distribution particulièrement lourde et qui a coûté des mois de travail, le handicape financièrement : y a-t-il une politique gouvernementale de la culture? Est-elle livrée à une suite de hasards? Comme dans Shakespeare, des personnages errent sur le devant de la scène, trop engagés dans leur temps pour le comprendre.

La mise en pièces du drame élizabéthain

Lorsque Jean Vauthier veut ouvrir à ce Bada qu'il a inventé autrefois des horizons plus larges que n'étaient ceux de sa première apparition, c'est l'épo-

que élizabéthaine qui s'impose à lui, ou plus exactement les formes dramatiques qui en sont les témoins. Ainsi Bada-Angelo revient-il, non dans un moment du passé, mais dans une œuvre déjà écrite et qui va être soumise à réécriture : la *Tragédie du Vengeur*, de Cyril Tourneur.

La fiancée de Bada est morte violée, dans cette Italie de la Renaissance où le sang coule vite. Bada, l'exilé, rentre à la cour du duc assassin « pour châtier, pour renverser, pour susciter ».

« J'ai voulu retrouver l'atmosphère élizabéthaine, dit Vauthier, afin de la rapprocher de nous en la disloquant, et qu'un individu de dimension particulière — Angelo Bada — s'introduise là-dedans, circule à l'intérieur d'une intrigue et, même, la renie, la retourne, la conteste et en fasse autre chose. »

C'est ainsi que Bada n'hésite pas à interrompre l'action dans laquelle il est engagé comme personnage, par exemple pour contraindre deux protagonistes (interprétés de façon remarquable par Luce Mélite et Maurice Bénichou) à jouer trois fois la scène où la seconde femme de son père tente de séduire le bâtard.

Ce à quoi aboutissent les improvisations de Bada, c'est à la pulvérisation du genre littéraire.

D'un tragique à l'autre

Le drame élizabéthain a sombré dans l'horreur et le grotesque. Le fils du Duc a essayé de jouer Hamlet. Le Duc promis à la vengeance d'Angelo a longtemps arpenté le plateau, quatre épées dans le corps, avant que, sur son cadavre, les cadavres s'amoncellent. La tragédie est devenue une fête théâtrale, un spectacle que Bada se donne.

Mais, au passage, Vauthier-Bada a inventé un autre tragique, tragique de notre temps, celui-là, où la sincérité et l'insincérité, le sublime et le grotesque, l'emphase et tout ce qui tue l'emphase, incessamment se mêlent. La scène où le Duc condamné essaie de défendre son fils contre les agissements de Bada — scène jouée à côté des mots par Maréchal et Marcel Bozonnet, de manière à faire éclater cette solitude planétaire du Duc dans un monde devenu absurde — est un grand moment de théâtre.

Sur mesure et hors mesure : Marcel Maréchal

Un rôle écrit pour lui, un rôle qu'il a pu méditer par avance, pendant les deux ans où la pièce s'écrivait, et mettre ensuite au point, des mois durant, avec l'auteur, qui a suivi toutes les répétitions, voilà la chance qui a été donnée à Marcel Maréchal. Ce que lui-même apporte au rôle, c'est ce don que très peu de comédiens ont de pouvoir faire n'importe quoi sur le plateau. Jouant d'instinct, sentant dans sa chair tous les fléchissements du rythme, il est celui qui introduit brusquement dans l'action jouée quelque chose d'énorme, sans qu'il s'agisse jamais de

fioritures ou de remplissage, par un sens du foisonnant, de la théâtralité rejetant soudain déguisé en fol, vêtu et couronné de plumes, d'un drap couvrant à peine son slip, improviser une danse frénétique, faire les pieds au mur, saisir son texte à n'importe quelle hauteur du son, là où n'importe lequel de ses partenaires l'a laissé, bouffonner sur lui, ou, au contraire, ouvrir l'écluse du lyrisme, sa parole passant du chuchoté au cri, sans que jamais un mot se perde.

On n'imagine pas que Bada, guignolesque et tragique, puisse avoir autre corps ou autre visage. Aussi serait-il très important que le Sang de Vauthier et de Maréchal puisse se jouer dans beaucoup de grandes villes et à l'étranger. Je donnerai le détail des déplacements de la troupe dès que j'en serai informée. □

(1) Je signale le passage au Théâtre de France de Richard II, monté par Patrice Chéreau. C'est un spectacle qui a ses défauts, ses outrances, mais qui démonte les mécanismes de l'accession au pouvoir dans le cadre d'une classe sociale parfaitement aveugle sur son sort à coup d'images scéniques souvent très fortes.

J'en parlerai prochainement. Mais étant donné le petit nombre des représentations parisiennes (jusqu'au 17 février) il ne faut pas attendre pour aller voir

(2) Au Théâtre du Huitième, 8, avenue Jean-Mermoz, Lyon-8^e.

Le texte vient d'être publié par les éditions Gallimard Coll. Blanche 307 p, 20 F. Outre son intérêt comme texte, c'est un chef d'œuvre de minutie dans la notation de chaque moment théâtral, de chaque variation sur le plateau.

La pièce bénéficie d'un très beau décor de Jacques Angéniol.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintongé, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
34.000 exemplaires.

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Bhakti

O Printemps !

Michèle Descolonges

Après des études secondaires sans obtention de diplômes, plus ou moins suivies, Denise B., 20 ans, qui habitait entre Hyères et Toulon, est montée à Paris : les copains des vacances allaient bien lui trouver du travail. Mais les copains avaient d'autres préoccupations, et malgré une certaine expérience dans le dessin industriel, elle est entrée d'abord dans un Monoprix de la banlieue parisienne, puis dans les magasins du Printemps, comme vendeuse. Elle ne s'est pas intégrée au milieu de travail. Pour elle comme pour d'autres, il y a une contestation des rapports de travail, de la qualité du travail qui passe par d'autres cadres que l'action politique ou syndicale traditionnelle. Cette contestation est généralement le fait des jeunes. Cela pose des problèmes quant aux formes d'expression politique que nous proposons.

— J'avais le numéro 22.612, accroché sur la poitrine, avec la marque : « Au Printemps », pour bien montrer qu'on leur appartient. Au : a, u. Comme j'étais vendeuse auxiliaire, je portais une blouse bleue — les vendeuses n'ont qu'un petit papillon et doivent obligatoirement être vêtues de noir ou bleu marine ou marron. Il ne faut surtout pas être provocante. Un jour, je suis arrivée en mini-jupe, la chef de rayon m'a appelée : « Où est votre blouse ? — Elle est chez moi. — Vous l'avez oubliée ? — Non ». Elle m'a donné une blouse à grosses rayures noires et blanches, je ressemblais à un bagnard :

On te surveille ! Il faut toujours avoir l'air occupée, ne pas croiser les bras. Moi je croisais les bras, et puis j'étais partie ailleurs — à ce moment j'étais au rayon des fourrures, — alors il y en a une qui vient vers moi : « Ça fait deux heures que vous

avez les bras croisés... ». Il faut rester debout sans arrêt, ne pas s'appuyer, ne pas rire, il faut faire des manières, même les jeunes, les filles qui n'ont pas 20 ans, elles commencent déjà à s'appeler : « alors ma p'tite dame ».

Elles sont toutes lèche-culs. C'est comme ça qu'on passe d'auxiliaire à vendeuse. Autrement il faut faire huit mois d'ascenseur. Huit mois d'ascenseur... On devient folle, tu comprends ?

Les auxiliaires elles gagnent 800 à 900 F par mois. Au mois de décembre, ça faisait 1.100 F. Les vendeuses ont un fixe de 700 F par mois et 5 % sur les ventes.

Comme des chiens

Il y a des bonnes femmes de quarante ans qui préfèrent rester toute leur vie auxiliaire. Quarante ans, 800 F par mois, son mari travaille. Elles se font traiter comme des chiens par des vendeuses qui ont mon âge : apportez-moi ça, faites ça... Elles s'en fichent, comme ça elles sont tranquilles : pas de responsabilités.

Une vendeuse elle doit vendre, son fixe est insuffisant. Elle doit avoir une caisse juste.

La promotion ? L'avancement, oui ça existe. On peut devenir titulaire, ça donne des avantages : des remises de 15 % sur tout ce qu'on achète dans les magasins du Printemps, il y en a peut-être d'autres, mais je ne les connais pas.

Il y a les auxiliaires, les vendeuses, les chefs de rayon, les chefs de vente. Les chefs de vente portent un papillon blanc sur la poitrine — pour les autres il est bleu.

Les auxiliaires, on était vraiment les bonnes à tout faire des vendeuses : la cliente veut ça, tu cours le lui faire essayer, ça ne va pas, tu recommences, tu fais le paquet, tu souris, et la vendeuse, quand tout est fini elle appuie sur les boutons de sa caisse et pof elle encaisse, sa guelt, tu as fait tout le travail pour elle, mais c'est elle qui encaisse.

Superficiellement j'avais d'aussi bonnes relations avec les vendeuses qu'avec les auxiliaires. Oui, c'est vrai, elles se plaignent, mais comme ça, sans plus. Elles sont entrées dans la carrière. Il y en a qui ont la vocation, elles suivent

des cours, et puis elles sont contentes de leur sort.

De quoi on parlait ? « Qu'est-ce que vous faites à manger ce soir ? ». Elles t'interrogent, mais il faut toujours marcher à reculons : si tu leur tournes le dos, c'est fini, elles parlent de ta jupe qui est mini. Elles sont jalouses de tout le monde. Un jour on a parlé de Brigitte Bardot, eh bien il fallait qu'elles la critiquent : elle n'est pas belle, c'est une putain, etc.

Elles lisent des romans-photos : « Nous Deux », « Intimité ». Bon, c'est vrai certains jours on plaisantait, il le faut bien.

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi elles se ressemblent toutes. Elles sont bien là, elles y restent. Tu vois, moi je me moquais, je riais : j'étais mal vue, pourtant je travaillais plus qu'elles, surtout quand j'étais aux cadeaux, pour m'abrutir, j'étais là, autant travailler, ne penser à rien d'autre, je faisais des paquets toute la journée, je plaisantais, on m'avait repérée.

Tu ne peux rien faire sans être pistée : tu vas aux w.-c., elles le savent. L'après-midi, les auxiliaires ont un quart d'heure de pause, un jour j'ai téléphoné pendant vingt cinq minutes, ça passe tellement vite, moi je croyais que ça faisait cinq minutes, alors elles poussaient des cris : comment, c'est scandaleux

Pour régler les conflits

Quand j'étais à la fourrure, je m'ennuyais tellement que j'arrachais les boutons des manteaux, pour aller à l'atelier de couture, là j'arrivais à traîner pendant deux heures. Les couturières, elles mangeaient des bonbons toute la journée : je m'en moquais de leurs bonbons, mais le paquet passait devant moi, elles ne m'en ont jamais offert un ! Elles aussi, elles n'osaient rien dire de peur de se faire mal voir, un jour il y a eu une fuite de gaz et ça empestait dans l'atelier. Elles avaient tellement peur qu'on dise qu'elles se plaignaient que personne ne disait rien, elles auraient préféré crever.

Pour régler les conflits, elles vont toujours chercher la chef de rayon ou la chef de vente. Une auxiliaire et une vendeuse plaisantaient, bang l'auxiliaire envoie une gifle à la vendeuse : il a fallu



aller chercher la chef de vente, on en a parlé pendant une semaine, au lieu de régler ça entre elles.

Les syndicats ? La C.G.T., tu veux dire ? Oui, ils distribuaient des papiers. Je ne les ai jamais lus. Ils organisaient des réunions je crois.

Pourquoi je suis partie ? Je crois que je n'aurais pas pu m'y faire, mais d'ailleurs, ils m'ont renvoyée : j'ai manqué, un jour sans prévenir, et puis je suis arrivée une ou deux fois avec cinq minutes de retard, on pointait. Comment font-elles pour toujours se réveiller à l'heure, n'être jamais en retard ? Si j'avais dit : « Je vis seule, je suis malheureuse, tout le monde se serait intéressé à moi, on m'aurait "comprise", tu vois ? » Mais comme je riais, j'étais à part.

Je ne sais pas si ça les a fait réagir, je crois que je les ai seulement choquées ?

Oui, je voudrais bien trouver quelque chose que j'ai envie de faire. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65